

## LA FAMILLE : COCON OU CARCAN ?

## LE PROGRAMME DE NOS RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES

# RÉVOLUTIONNAIRES

61 09 JUILLET 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,  
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



**AVEC SELMA LABIB,  
NOTRE CANDIDATE,  
ET GAËL QUIRANTE**

**Défendre les intérêts  
du monde du travail  
sans attendre 2027**

## ÉDITORIAL

**Pour nos conditions  
de vie et de travail,  
nous n'attendons  
pas 2027 !**

**M**arine Le Pen a donc annoncé qu'elle sera candidate à la présidentielle, malgré la condamnation à trois ans de prison, dont un an ferme, aménageable avec port d'un bracelet électronique. Mais les termes du jugement lui permettant de se pourvoir en cassation, elle pourra faire campagne sans bracelet.

Ainsi, alors que la justice a reconnu que, de 2004 à 2016, son parti avait détourné de l'ordre de 3 millions d'euros en faisant rémunérer certains de ses salariés par les fonds parlementaires de députés européens, rien ne l'empêche de se présenter. Avec Sarkozy, on a connu un ex-président en prison, avec Le Pen, on connaît une potentielle élue qui devrait déjà être en prison... Tout un symbole de ce régime. Mais il faut bien dire que, si Le Pen n'avait pas été candidate, cela aurait été Bardella et, franchement, c'est blanc bonnet et bonnet blanc !

**L'EXTRÊME DROITE : UN ENNEMI  
MORTEL POUR LES TRAVAILLEURS,  
UNE OPTION COMME UNE AUTRE  
POUR LA BOURGEOISIE**

Le Rassemblement national (RN) est bien un ramassis de politiciens désireux de profiter du système et d'en être les gestionnaires.

Les travailleurs et travailleuses n'ont pas à accorder la moindre confiance à ceux qui veulent les diviser en fonction de leur nationalité, de leurs origines ou de leur couleur de peau. Le projet raciste, nationaliste et répressif du RN est un poison mortel pour la classe ouvrière.

SUITE PAGE 2 >>

**NPA**  
RÉVOLUTIONNAIRES



| POLITIQUE                                                                                  | p. 1 à 4 | INTERNATIONAL                                                                       | p. 5 à 7 | DOSSIER                                                        | p. 8-9 | PREMIÈRES LIGNES                                                                                  | p. 10 à 13 | VIE DU PARTI                                                           | p. 14-15 | NPA JEUNES-R                                                                                                      | p. 16 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|----------|-------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------------------------------------------------------------|--------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------------------------------------------------------------------|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>Éditorial</b><br>Pour nos conditions de vie et de travail, nous n'attendrons pas 2027 ! |          | Iran, Liban : situation et perspectives après les premiers accords                  |          | <b>FAMILLE : COCON OU CARCAN ?</b>                             |        | Bras de fer et lutte de classe au Samu social de Paris                                            |            | Une journée festive et militante au Mans !                             |          | Conférence du NPA Jeunes Révolutionnaires : un mois d'échanges internes pour se préparer à affronter la situation |       |
| Radiations par 4 700 mètres de fond                                                        |          | Un représentant de commerce à Damas                                                 |          | Travail, patrie... famille !                                   |        | Centre hospitalier du Rouvray (76) : le désastre et le drame                                      |            | Extraits de l'intervention de Gaël Quirante à la fête du NPA-R du Mans |          | L'été 2026 : des vacances qui ne s'annoncent pas « de tout repos »                                                |       |
| Agriculture : la catastrophe imminente                                                     |          | Texas : des opposants à l'ICE risquent des décennies de prison                      |          | La famille n'est pas un long fleuve tranquille...              |        | Coup de colère aux chariots repas de la Pitié-Salpêtrière                                         |            | Extraits de l'intervention de Selma Labib à la fête du NPA-R du Mans   |          | Suppression des APL pour les étudiants étrangers                                                                  |       |
| Des mesures d'urgence à prendre face au réchauffement climatique                           |          | Allemagne : Merz et le patronat sortent l'artillerie lourde                         |          | La famille n'est plus ce qu'elle était... et changera encore ! |        | Exclue du syndicat pour avoir défendu une collègue révoquée pour « port de calot »                |            | Le programme de nos Rencontres d'été révolutionnaires !                |          |                                                                                                                   |       |
| « Plan clim » du RN : attention arnaque !                                                  |          | Cuba - Accélération de l'offensive impérialiste sur fond de réformes pro-patronales |          | L'inceste, face cachée de l'institution familiale              |        | Canicule à la RATP, que les patrons prennent chaud !                                              |            |                                                                        |          |                                                                                                                   |       |
| L'A69, ou l'art de climatiser au bitume                                                    |          | Guerre en Ukraine : solidarité avec ceux qui ne veulent pas servir de chair à canon |          | Vers une grande famille humaine !                              |        | Stellantis Mulhouse : mort d'un chauffeur pendant la canicule                                     |            |                                                                        |          |                                                                                                                   |       |
| « Guide du retour » pour les enfants migrants                                              |          | Venezuela : une catastrophe naturelle exacerbée par les crises                      |          |                                                                |        | Stellantis Poissy : 300 emplois supprimés dès la rentrée, un pas supplémentaire vers la fermeture |            |                                                                        |          |                                                                                                                   |       |
| « Affaire Louis » : l'extrême droite en embuscade                                          |          |                                                                                     |          |                                                                |        |                                                                                                   |            |                                                                        |          |                                                                                                                   |       |

» SUITE DE L'ÉDITORIAL

Mais il n'a pas besoin d'être au pouvoir pour que des pans entiers de son programme aient été mis en place par des gouvernements, de droite comme de gauche. Nous n'avons rien à attendre des autres partis bourgeois, ou des institutions créées par et pour les capitalistes. Celles-ci ne permettront jamais d'améliorer notre sort, pas plus que de faire barrage à l'extrême droite ni à tous nos ennemis.

Une chose est sûre : si nous ne nous en mêlons pas, les problèmes que rencontrent les classes populaires passeront à l'as et on ne nous servira que du blabla sur des sujets aussi creux que ceux qui les traiteront.

NOUS FAISONS TOUT TOURNER, À NOUS DE DÉCIDER !

Durant la dernière canicule, comme au début de la crise du Covid, il a fallu que nous nous débrouillions tout seuls - la réponse des patrons à la chaleur intenable a été de nous proposer... des bouteilles d'eau, et de nous menacer si nous refusions de continuer à travailler ! Dans de nombreuses entreprises, les salariés ont décidé d'arrêter la production, comme à Stellantis Poissy, ou ont fait valoir collectivement leur droit de retrait. Dans certaines écoles et établissements scolaires, les salariés ont à juste titre refusé d'accueillir les enfants dans des fournaises.

Pour les salaires rongés par l'inflation, contre les licenciements et suppressions de postes, face aux fermetures de classes dans l'éducation ou à la saturation des services hospitaliers, ce sera à nous de faire que cela occupe la place publique : aucun des « grands » candidats à la présidentielle n'en parlera, parce que le rôle auquel ils se destinent est de faire tourner la machine capitaliste au profit de ceux qui, justement, nous imposent les bas salaires et licencient, nous condamnant au chômage et des régions entières au marasme.

FAISONS ENTENDRE NOTRE VOIX

Les problèmes des classes populaires ne se retrouvent au centre des débats politiques que lorsque notre colère explose : les politiciens font alors mine de découvrir les conséquences sur nos vies de leur politique.

Alors, ça ne remplacera pas nos luttes, mais c'est justement pour parler haut et fort des conditions de travail et de vie des classes populaires, pour porter cette nécessité de nous regrouper, de défendre nos intérêts en ne comptant sur aucune autre force que celle de l'action collective, seule à même d'imposer dans le débat les sujets qui concernent réellement les travailleurs et travailleuses, que le NPA-Révolutionnaires sera présent à l'élection présidentielle de 2027. Nos porte-paroles, Selma Labib, conductrice de bus, qui sera notre candidate, et Gaël Quirante, postier licencié pour son activité syndicale, utiliseront chaque tribune pour mettre les conditions de vie et de travail des classes populaires au centre du débat politique, affirmer qu'il faut en finir avec le capitalisme et que c'est aux travailleurs et travailleuses de diriger la société !

• 07/07/2026

Radiations par 4 700 mètres de fond



DES MILITANTS DE GREENPEACE TENTENT DE S'OPPOSER AU LARGAGE DE FÛTS, 1982.

Une mission scientifique du CNRS a documenté l'état dans lequel se trouvent des milliers de barils remplis de produits radioactifs, en plein océan Atlantique, déversés entre les années 1950 et 1990 par une quarantaine d'États, dont la France. Autour de 200 000 barils seraient disséminés dans une zone de l'Atlantique nord de près de 15 000 km !

Corrodés par le sel marin et soumis aux pressions des abysses, ils sont souvent éventrés ou mangés par la rouille. On ignore en fait le contenu réel de ces poubelles. Même à ces grandes profondeurs, les marées déplacent les fûts et contribuent à la dissémination des polluants. Autour de ces déchets, les espèces prolifèrent, même à grande profondeur. « C'est l'océan poubelle », résume un des chercheurs.

MATHIEU PARANT

AGRICULTURE : LA CATASTROPHE IMMINENTE

Le Sénat a validé le 3 juillet la loi « d'urgence agricole » et le résultat n'est pas beau à voir. Pour répondre aux exigences des lobbies des filières betterave et noisette, les sénateurs ont voté la ré-autorisation de deux insecticides, notamment l'acétamipride classé comme toxique pour la biodiversité et la santé humaine.

Concernant la gestion de l'eau, un objectif de doublement des capacités de stockage en eau (comme les mégabassines) a été voté, à l'initiative de... Laurent Duplomb, auteur des précédentes lois. Alors que nous sommes à la deuxième canicule en début d'été et que les sécheresses vont se faire sentir, ils continuent droit dans le mur. Si la question de la sécheresse préoccupe à juste titre tous les agriculteurs, les « adaptations » que la FNSEA veut imposer ne visent qu'à permettre aux capitalistes de l'agrobusiness de ne rien changer. Ces retenues d'eau ne profiteront qu'à une minorité de grands irrigants, dont il n'est même pas certains que les cultures arriveront à terme, tandis que les autres ne pourront même pas en profiter. Les mégabassines de Sainte-Soline montrent que leur utilisation conduit à une augmentation des prix de l'eau pour l'irrigation. Les agriculteurs aux revenus modestes ne peuvent donc plus payer pour irriguer et regardent leurs cultures dépérir.

Pour couronner toute cette fuite en avant, les sénateurs ont aussi voté la baisse des mesures compensatoires en cas de destruction de zones humides. Or, ces retenues d'eau naturelles réduisent les sécheresses, sont des réservoirs de biodiversité et sont donc essentielles pour empêcher l'aridification des milieux, ce qui serait bien utile dans la période. Mais à la place, ils veulent mettre du béton pour les bassines ou les autoroutes.

Alors que tous les scientifiques alertent sur la situation climatique et que certains agriculteurs tentent de trouver des solutions, par exemple en adaptant leurs cultures pour moins dépendre de la ressource en eau, les profiteurs de l'agrobusiness continuent de nous empoisonner et de nous assoiffer.

JEAN EINAUGIG

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 61 • 9 JUILLET 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »

ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP 10147, 75562 PARIS CEDEX 12

BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0528D11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT

30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE

TÉL. : 01 49 63 66 66

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS ..... 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN  
12 MOIS ..... 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN ..... 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE) npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE  
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"  
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP10147, 75562 PARIS CEDEX 12

# Des mesures d'urgence à prendre face au réchauffement climatique

À peine sommes-nous sortis, en mai et en juin, de deux canicules qui ont soumis organismes et installations à rude épreuve, que nous voici plongés dans un nouvel épisode. Et cela se produira de plus en plus fréquemment.

## POUR ENRAYER LA CRISE CLIMATIQUE : EN FINIR AVEC LE CAPITALISME

Dans les usines ou les bureaux, les conditions de travail, souvent déjà difficiles, sont devenues intolérables. Dans les écoles, la température dans les classes a rendu illusoire tout apprentissage, quand cela n'a pas mis tout le monde en danger.

La seule action du gouvernement a été de dissoudre, le 28 mai dernier, un groupe de recherche sur la crise climatique, pile au milieu de la première canicule ! Le Fonds vert, justement créé pour aider les collectivités territoriales à l'adaptation climatique, a vu son budget, déjà insuffisant, divisé par trois.

Gestion désastreuse de l'eau avec des retenues destructrices de l'environnement et qui ne sont utiles qu'aux gros de l'agro-business, élevages industriels géants et polluants, autorisation de pesticides dangereux, bétonisation à outrance : la voilà, l'action du gouvernement, qui déroule le tapis rouge à

La pollution s'aggravera tant que le capitalisme existera, avec ce pouvoir exorbitant qu'ont les capitalistes de décider ce qui se produit et la manière dont cela se fait.

TotalEnergies qui continue de forer, avec la bénédiction des banques qui l'arrosent de crédits. En attendant, la température monte, et un tiers des espèces animales et végétales sont menacées de disparition.

La pollution s'aggravera tant que le capitalisme existera, avec ce pouvoir exorbitant qu'ont les capitalistes de décider ce qui se produit et la manière dont cela se fait. La lutte contre la crise climatique est indissociable de celle pour abattre le système capitaliste.

## DÈS AUJOURD'HUI, DES MESURES D'URGENCE PEUVENT ET DOIVENT ÊTRE PRISES

L'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) donne un maximum à 28 °C : pourquoi n'est-ce pas une loi ? En attendant, travailleurs, profs et élèves doivent refuser collectivement d'être soumis à des conditions extrêmes. Nous devons pouvoir réorganiser le temps de travail, et le réduire, car nous sommes les mieux placés pour déterminer s'il est possible ou non de travailler quand la température monte. Et il faut d'urgence du matériel adéquat dans les hôpitaux, les Ehpad, en attendant une refonte plus profonde.

Une refonte qui n'a que trop tardé ! Les experts alertent sur les conséquences du réchauffement climatique depuis plus de trente ans, et ont proposé non seulement des mesures pour enrayer la montée des températures, mais des solutions d'adaptation pour l'immédiat. Dans certaines écoles, en pleine canicule, la température dans les classes était de 23 °C grâce à un bâti adapté, à la végétalisation des cours de récréation. Divers rapports (Oxfam, mais aussi Sénat et Assemblée nationale) ont chiffré une telle adaptation entre

40 et 50 milliards, soit 5 milliards par an pendant dix ans. À comparer à la rallonge de 36 milliards portant l'enveloppe du budget militaire sur la période 2024-2030 à 436 milliards ! Et ne parlons même pas des 211 milliards de subventions directes ou indirectes que l'État accorde chaque année aux entreprises. Des sommes dont une bonne part serait bien plus utile pour le bâti des hôpitaux, des écoles, des immeubles, pour la débétonisation et la végétalisation des villes.

Certaines de ces mesures d'urgence dépendent d'un combat politique national à construire. Mais d'autres dépendent de notre mobilisation sur notre lieu de travail. En tout cas, ni les patrons ni le gouvernement ne nous accorderont rien d'eux-mêmes : les mesures d'urgence, il faudra les imposer !

JEAN-JACQUES FRANQUIER

## « PLAN CLIM » DU RN : ATTENTION ARNAQUE !

Le 30 juin, lors d'une conférence de presse, le Rassemblement national (RN) a présenté son « grand plan d'équipement pour la climatisation ». Quelques heures avant la conférence de presse, le parti prétendait encore, par la voix de son député Thomas Ménagé, qu'il s'agissait d'un grand plan d'investissement de 20 milliards d'euros, répartis sur dix ans : d'abord 10 milliards d'euros pour climatiser les hôpitaux, les Ehpad, les écoles et les crèches ; puis 10 milliards pour les autres administrations et services publics.

En réalité, le plan présenté n'est pas un plan d'investissement, mais d'emprunts. Les écoles, les hôpitaux, les Ehpad ne seront climatisés que si la collectivité dont ils dépendent (mairie, département ou région) souscrit un emprunt ! L'État, lui, ne paiera que les intérêts de cet emprunt, soit environ 600 millions d'euros : on est bien loin des 20 milliards promis ! Jean-Philippe Tanguy a même déclaré, avec son mépris habituel : « L'État-nounou, c'est fini ! »

Eh oui, pour le RN à l'instar de tous les autres partis institutionnels, l'argent public, c'est d'abord pour financer le budget de l'armée et les cadeaux aux patrons !

Pour ce qui est des particuliers, là encore, le RN propose des prêts à taux zéro pour financer la rénovation énergétique des logements, ou installer une climatisation seule, avec le dispositif « 100 % rénov » destiné à remplacer l'actuel dispositif « MaPrimeRénov ». Encore faut-il avoir les moyens de rembourser un tel emprunt !

En réalité, pris de court par l'importance et la fréquence des épisodes caniculaires



- pourtant prévus et annoncés par tous les scientifiques -, le RN tente de faire croire qu'il se préoccupe des classes populaires, qui sont les premières victimes de ces vagues de chaleur. Mais cette fumisterie est destinée à cacher ce que défend et vote réellement le RN : la possibilité pour les capitalistes d'exploiter toujours plus les humains comme les ressources.

AURÉLIEN PÉRENNA

## L'A69, ou l'art de climatiser au bitume



Ironie du calendrier - à peine sortis d'un épisode caniculaire et déjà dans l'attente du suivant - : le Conseil d'État a validé, le 29 juin, la construction de l'A69, entérinant le défrichement de centaines d'hectares et l'abattage d'environ un millier d'arbres. Quelques jours plus tôt, Thomas Brail, figure de l'opposition au projet, rappelait sur les plateaux télé et radio que les arbres restent les meilleurs climatiseurs face aux canicules. Timing impeccable.

Après une mobilisation grandissante entre 2022 et 2024, marquée par des manifestations, blocages et grèves de la faim, le tribunal administratif de Toulouse

avait annulé l'autorisation d'un chantier qui avait avancé à marche forcée, en toute illégalité pendant une longue période. Mais l'annulation avait ensuite été cassée par la cour administrative d'appel en décembre 2025. C'est alors que les associations écologistes s'étaient tournées vers le Conseil d'État, en vain.

Pourtant, en 2022, le Conseil national de la protection de la nature avait rendu un avis défavorable, estimant que le projet ne démontrait pas une « raison impérieuse d'intérêt public majeur » et pointant ses impacts environnementaux, notamment sur les nappes phréatiques. L'année suivante, près de 90 % des contributions à l'enquête publique environnementale se prononçaient contre le projet.

Cela n'a pas empêché l'État de soutenir le projet envers et contre tout, et de réprimer les manifestations de ses opposants ! Pour Atosca, concessionnaire de l'A69, l'influent groupe régional Pierre Fabre ou encore le président PS du département du Tarn, l'urgence est au « désenclavement de Castres », qui se résume au gain d'une vingtaine de minutes vers Toulouse... et aux bénéfices que rapportera l'A69, notamment avec ses péages à 6,77 euros pour 53 kilomètres.

BARBARA KAZAN

## VERS UN PERMIS DE TUER ?

Malgré les plus de 250 000 signatures recueillies contre ce texte, et grâce au bloc des députés macronistes, de droite et d'extrême droite, la loi dite de « présomption de légitime défense » pour l'usage d'armes à feu par les forces de l'ordre a été votée le 7 juillet à l'Assemblée. La France compte déjà le plus grand nombre de personnes tuées ou blessées par des agents de la force publique au sein de l'Union européenne. Avec cette loi, l'usage d'une arme par un policier sera à priori considéré comme légitime. Ça s'appelle caresser les agents de répression dans le sens du poil... et encourager de nouveaux meurtres.

Voir notre article du 25 janvier sur le site :



## Fin de vie : la loi progresse enfin, mais les moyens ne suivent pas

Le 30 juin, la loi sur la fin de vie a été approuvée pour la troisième fois par l'Assemblée, après deux rejets du Sénat. Le vote définitif aura lieu le 15 juillet et son adoption ne fait guère de doute. Un droit à l'aide à mourir devrait donc être instauré, sous conditions, pour certains malades atteints d'une affection grave et incurable. La droite, l'extrême droite et d'éminentes figures du clergé avaient pourtant organisé une véritable levée de boucliers.

Pour ces réactionnaires, qui défendent une vie sacrée dont nous ne serions pas maîtres, il est impensable que chacun puisse choisir sa propre mort. Pour combattre la loi, la droite et le Rassemblement national (RN) se sont livrés à une instrumentalisation abjecte de la condition des personnes handicapées ou gravement malades, en prétendant que le manque de moyens des soins palliatifs ferait de cette mesure une « solution de facilité budgétaire », ouvrant la voie à une « dérive vers l'euthanasie généralisée ». Une manœuvre scandaleuse, quand on sait que ce sont eux les plus fervents défenseurs de l'austérité à l'hôpital, comme partout ailleurs ! D'ailleurs, les études à l'étranger montrent que les personnes ayant recours à l'aide à mourir sont plutôt les plus aisées et que les personnes handicapées sont sous-représentées.

Mais l'hypocrisie est générale : l'Assemblée a voté en parallèle une loi visant à « garantir l'accès aux soins palliatifs », alors que ces mêmes députés votent chaque année des budgets misérables pour les hôpitaux ! Une personne sur deux est privée d'accès aux soins palliatifs, et la fin de vie à l'hôpital n'est pas près de s'améliorer : urgences bondées, patients seuls, sous morphine, sans accompagnement ni soins élémentaires. Pendant ce temps, les riches

Une personne sur deux est privée d'accès aux soins palliatifs, et la fin de vie à l'hôpital n'est pas près de s'améliorer [...] Pendant ce temps, les riches sont dans les cliniques privées.

sont dans les cliniques privées, financées par l'argent public, ou peuvent partir à l'étranger pour organiser leur fin de vie.

Moralité : il n'y aura pas de réelle dignité dans la mort – comme dans la vie – dans une société où même les soins sont soumis aux logiques du profit. Une raison de plus pour se battre pour notre dû, pas pour moins de droits !

CÉCILE NAQUET ET HÉLÈNE ARNAUD

Voir sur notre site →



## « Guide du retour » pour les enfants migrants : l'Union européenne au comble du cynisme

Alors que le 17 juin dernier, les députés européens adoptaient, aux cris de « Renvoyez-les ! » (« Send them back ») une nouvelle disposition raciste contre les migrants, l'agence européenne des gardes-frontières et garde-côtes, Frontex, vient de ressortir un livret, déjà publié en 2024, à destination des enfants migrants. Un livret particulièrement abject, qui présente sous forme de jeu et d'aventure la violence des expulsions de migrants.

Ainsi, à la page 13, on demande aux enfants de deviner « quelle sera la couleur du gilet » que portera son accompagnateur lors de son retour. On conseille aux enfants d'apporter des jouets pour « s'amuser pendant le vol ». Mais le plus indécent se trouve sans doute à la page 20, où l'on explique que le retour de l'enfant dans le pays qu'il a fui sera synonyme « d'expériences nouvelles et différentes », au cours desquelles il pourra se « faire de nouveaux amis sympathiques et découvrir de nouveaux bonbons ». Plus de 150 000 enfants mineurs figurent parmi les demandeurs d'asile dans l'Union européenne, soit 24 % du total des dossiers. En dix ans, selon l'Unicef, 3 500 enfants sont morts en tentant la traversée de la Méditerranée. Toujours plus loin dans l'abject...

Retrouvez la vidéo de notre candidate Selma Labib →



## « AFFAIRE LOUIS » : L'EXTRÊME DROITE EN EMBUSCADE

Samedi 20 juin, à Narbonne, des ouvriers du bâtiment ont découvert sur leur chantier le corps d'un jeune homme, Louis, 17 ans, passé à tabac la veille par cinq autres jeunes qui ont filmé et diffusé l'agression. Louis est mort de ses blessures trois jours plus tard. Victime et agresseurs sont tous passés par les circuits de l'aide sociale à l'enfance (ASE).

L'extrême droite tente depuis de surfer sur l'émotion suscitée par le drame. Marine Le Pen et Jordan Bardella mobilisent leur rhétorique habituelle de « l'ensauvagement », du laxisme des institutions, du tout répressif. Pas en reste, Gabriel Attal ressort son « choc de l'autorité ». Contre toute réalité, Zemmour et d'autres franges de l'extrême droite cherchent à rattacher l'événement à l'immigration et qualifient l'agression de « francocide ».

Face au drame de la mort de Louis et à la campagne qu'en fait l'extrême droite, nous donnons la parole à un camarade travailleur social à l'ASE de Narbonne.

**Avec tes collègues du travail social, quelles ont été vos réactions à l'annonce de la mort de Louis ?**

Ça a été un choc, évidemment, mais on n'a malheureusement pas été surpris. On accompagne des enfants et des jeunes qui ont une vie chaotique, faite de violences subies et de traumatismes. Leurs besoins nécessiteraient à la fois beaucoup plus de présence et des soins médicaux.

Dans l'Aude, ça devient pratiquement impossible d'avoir accès à la pédopsychia-

trie. On manque de familles d'accueil et de lieux de placement. Des foyers d'urgence deviennent de fait des lieux de vie pérennes. Des jeunes sont dirigés vers les foyers de jeunes travailleurs où le seul contact qu'ils ont avec l'aide sociale à l'enfance est la visite hebdomadaire de l'éducateur.

À mon niveau, ce n'est pas tant une augmentation du volume des prises en charge que je constate, qu'une évolution dans leur profondeur et leur complexité. J'ai le sentiment qu'il y a dix ans, j'accompagnais des

jeunes en difficulté et que, maintenant, c'est de plus en plus toute la famille qui est en crise et en souffrance, avec des parents confrontés au chômage, à la dépression... Parallèlement, les moyens diminuent, comme à Narbonne ou Carcassonne.

Une première manifestation sur le mot d'ordre de « Justice pour Louis » a rassemblé le 5 juillet un millier de personnes, et s'est révélée être organisée par des groupes identitaires qui ont fait converger de tout le pays 300 de leurs membres. Comment cela a-t-il été vécu par les habitants de Narbonne ?

L'extrême droite a joué la confusion avec une marche blanche classique : les appels à manifester, sur les réseaux sociaux comme sur les affiches collées à Narbonne, étaient minimalistes et non siglés. Des gens sont venus habillés tout en blanc rendre hommage à Louis et n'ont compris qu'en cours de route qu'ils étaient dans une manifestation dont la tête de cortège proclamait « White lives matter », « Défendons la jeunesse européenne » et lançait des slogans tels que « La France c'est nous », « Racailles partout, justice nulle part ».

À la fin de la manif ont eu lieu des prises de parole. J'ai vu les regards interloqués de personnes comprenant la couleur politique des organisateurs : beaucoup sont partis à ce moment-là.

J'ai également été témoin de deux agressions : une première au point de départ de la

manifestation, où une femme a été très vivement prise à partie parce qu'elle portait un symbole de solidarité avec la Palestine. Une seconde, alors que la manifestation s'était déjà élancée : j'ai croisé sur le trottoir une dame voilée, visiblement choquée, qui m'a raconté que, lorsqu'elle a voulu rejoindre le cortège, il lui a été dit qu'elle n'avait rien à faire là et qu'on lui avait craché dessus.

Un des aspects qui me frappe le plus dans l'opération politique de l'extrême droite, c'est qu'elle prive tout un tas de gens, y compris les premiers concernés, de grands rassemblements qui exprimeraient ce qu'ils ont sur le cœur. Les travailleurs et travailleuses sociaux sont auprès de jeunes qui ont connu Louis ou ses agresseurs, qui ont vu la vidéo de l'agression, qui ont su avant tout le monde ce qui s'était passé et ont prévenu les secours. Il est difficile pour eux, aujourd'hui, de se rassembler et de partager leur tristesse et leur indignation avec le reste de la population sans risquer d'être peu ou prou instrumentalisés par l'extrême droite.

CORRESPONDANTS

# Iran, Liban : situation et perspectives après les premiers accords

La reprise, mardi 7 juillet, des attaques iraniennes contre des navires commerciaux dans le détroit d'Ormuz, suivies de frappes des États-Unis contre plus de 80 cibles en Iran, puis de frappes iraniennes contre des bases des États-Unis au Koweït et à Bahreïn... montre bien la fragilité de l'accord signé le 17 juin.

Les guerres lancées par Trump et Netanyahou en Iran et au Liban ont déjà fait des milliers de morts et de blessés, tout en forçant le déplacement de dizaines de milliers de personnes et la mise à l'arrêt d'une grande partie de l'économie et des services publics.

## OFFENSIVE ANTI-OUVRIÈRE EN IRAN

En Iran, la facilitation des licenciements dans tout le pays (entre 2 et 4 millions d'emplois ont été supprimés et 30 à 50 % sont encore menacés) permet aux patrons d'accentuer la pression contre toute contestation ouvrière, d'imposer les heures supplémentaires, les augmentations de cadences, de différer le versement des salaires, de suspendre les primes.

Au cœur de la pétrochimie, dans la zone économique spéciale de Mahshahr (région arabe du Khouzistan), les entreprises prétextent des bombardements d'avril dernier, et du caractère « confidentiel » de l'ampleur des dégâts, pour licencier hors même de tout cadre légal. La majorité des travailleurs privés d'emploi le sont aussi d'assurance chômage.

Les dirigeants du régime s'enrichissent toujours et sèment la terreur, avec leurs milices, les arrestations et exécutions d'opposants... Début juillet, ils ont utilisé les cérémonies d'hommage au guide suprême Ali Khamenei comme démons-



tration de force en mobilisant plusieurs millions de personnes, tout en exagérant considérablement les chiffres de la participation aux rassemblements.

Le pouvoir s'est surtout recomposé autour de son noyau dur, celui des Gardiens de la révolution. Il n'en est pas moins divisé, notamment concernant les accords avec Trump, mais aussi la redistribution entre les secteurs de la classe dominante des responsabilités et de l'accès à la manne financière et rentière qui s'ouvre avec les nouveaux accords.

La paix entre Téhéran et Washington est sans doute instable. Elle dépendra en grande partie de rapports de force internationaux, au Moyen-Orient en au-delà. Mais la trêve pourrait néanmoins permettre une remobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse.

## MENACE DE GUERRE CIVILE AU LIBAN

L'accord-cadre signé à Washington le 26 juin entre Israël et le Liban, outre qu'il prévoit (dans son article 13) l'impunité des crimes de guerre israéliens, conditionne au désarmement complet du Hezbollah le retrait israélien et le retour des déplacés. Il fait du gouvernement libanais un outil de mise en œuvre des exigences de Netanyahou.

Après en avoir assassiné les principaux dirigeants en 2024, l'armée israélienne n'a pas réussi à détruire le Hezbollah. Celui-ci a reconstitué une partie de ses capacités, notamment sa flotte de drones, qui lui a permis d'infliger quelques dégâts aux forces israéliennes. Ce serait donc au gouvernement de Beyrouth de faire le sale boulot.

Malgré des critiques, notamment pour avoir relancé la guerre, d'autant qu'il n'a plus la même capacité à indemniser les victimes des bombardements et à venir en aide aux déplacés, le Hezbollah garde une assise et une légitimité dans la population chiite du Sud-Liban. Il n'est certainement pas prêt à rendre les armes. Une offensive du gouvernement contre lui reviendrait ainsi à relancer une guerre civile, comme celle que le pays a connue entre 1975 et 1990. Netanyahou, Trump ou Macron se préparent sans doute déjà à y intervenir pour défendre leurs champions - gouvernement officiel ou milices.

JEAN-BAPTISTE PELÉ

## Un représentant de commerce à Damas

C'est accompagné d'une panoplie d'hommes d'affaires français que Macron s'est rendu à Damas les 6 et 7 juillet. Oubliées les hypocrites déclarations passées : l'ancien chef de guerre, lié à Daech, devenu, avec l'aide de la Turquie et des États-Unis, maître de la Syrie, a mis une cravate et un costume du même bleu que celui de son homologue français.

Tant pis pour les Kurdes, dont on s'était un temps servi comme hommes de troupe au sol pour lutter contre Daech, avant de les abandonner à leur sort : comme les autres minorités nationales, ils n'ont qu'à rentrer dans le rang et se taire en subissant le nouveau régime. L'explosion de quelques bombes non loin de l'hôtel qui accueillait le président français a tout de même rappelé la réalité du terrain !

Mais, après près de quinze ans de guerre, le marché de la reconstruction est prometteur - il est estimé à plus de 200 milliards de dollars. Les grands patrons, comme ceux de la multinationale du transport CGA-CGM, de Total-Energies et quelques autres encore, étaient là pour tenter de ramasser la mise. Cela vaut bien que le président ait un peu chaud aux fesses !

O.B.

## Texas : des opposants à l'ICE risquent des décennies de prison

250 ans après la révolution américaine associée au 4 juillet 1776, la presse vante l'anniversaire de la liberté et de la démocratie. Retour sur la brutalité de cet État dont le principal dirigeant - Trump - a empoché 2,2 milliards de revenus en 2025.

Dans la soirée du 4 juillet 2025, une manifestation a mené à des affrontements devant le centre de détention de Prairieland, au Texas, où l'ICE détenait alors près d'un millier de migrants prétendument illégaux. Des feux d'artifice ont été tirés, des véhicules et des biens de l'ICE tagués, des pneus crevés et une caméra de sécurité détruite. Une fusillade a opposé un manifestant à la police et un lieutenant a été blessé.

Un an plus tard, le ministère de la Justice de Trump vient de condamner pour terrorisme huit militants anti-ICE pour cette manifestation. Ils risquent 450 ans de prison, soit plusieurs décennies chacun. L'enfant d'un des accusés a été enlevé par des agents fédéraux pour être interrogé, recouvert d'un sac sur la tête. Deux des accusées, Autumn Hill et Meagan Morris, sont des femmes transgenres, incarcérées dans des prisons pour hommes. Le principal accusé, Benjamin Song, réserviste du Corps des Marines, vient d'être condamné à 100 ans de prison pour avoir prétendument tiré sur un policier. Les sept autres accusés ont été condamnés à des peines comprises entre 30 et 70 ans. L'un d'entre eux, Daniel Sanchez Estrada, a été condamné à 30 ans de prison alors qu'il



MANIFESTATION EN SOUTIEN AUX ACCUSÉS DE PRAIRIELAND. ASSOCIATED PRESS

n'était pas même présent à la manifestation.

L'affaire Prairieland est d'une importance considérable : c'est la première fois que l'État utilise ces chefs d'accusation dits de « terrorisme antifa » contre des prévenus. Nous sommes pleinement solidaires des manifestants de Prairieland. Avec eux, nous dénonçons le traitement barbare infligé aux personnes détenues dans les centres de l'ICE.

Version raccourcie d'un article de nos camarades de Speak Out Now aux États-Unis. Pour en savoir plus →



# Allemagne : Merz et le patronat sortent l'artillerie lourde

Le 3 juillet, le gouvernement de coalition entre sociaux-démocrates et conservateurs a annoncé le détail de la majorité des mesures prévues par un « package » de réforme annoncé de longue date sous le nom d'« Agenda 2030 ».

## UNE ATTAQUE GÉNÉRALE...

L'une des mesures qui a le plus fait réagir est l'interdiction de se déclarer malade en appelant son employeur, un arrêt devant dès lors être justifié par un médecin dès le premier jour dans toutes les branches.

Pour les retraites, le gouvernement prévoit un recul progressif de l'âge d'entrée - déjà fixé à 67 ans - jusqu'à potentiellement 70 ans, l'âge minimal pour une retraite à taux réduit étant augmenté à 64 ans...

Le troisième grand axe concerne une réduction des dépenses de la sécurité sociale de 16,3 milliards d'euros, notamment en augmentant la part payée par les patients sur des médicaments et services remboursés.

Restent à venir : des réformes sur les conditions et la durée du travail dont tout le monde sait qu'il s'agit de poursuivre les attaques patronales contre la semaine de 40 heures et la journée de 8 heures, et faire avancer la flexibilisation du temps de travail.

## ... DANS UN CONTEXTE DE CASSE SOCIALE DE GRANDE AMPLIEUR

En même temps, Volkswagen a annoncé 100 000 suppressions de postes dans le monde, soit 5 % des effectifs (après avoir versé 2,6 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires en 2025) ; Mercedes a annoncé le non-paiement d'une prime prévue en juillet chez Mercedes, tout en voulant allonger le temps de travail à salaire égal, avec menaces de délocalisation. Alors que le patronat industriel a déjà supprimé environ 340 000 postes depuis 2019 !

## LE GRAND ÉCART DES SYNDICATS

En réponse à ces annonces, dès le 3 juillet, à l'appel du syndicat de la métallurgie IG Metall, 33 000 salariés de Mercedes ont participé à des « grèves d'avertissement » et à

des manifestations sur plusieurs sites du pays. Au niveau national, la fédération syndicale DGB avait aussi participé à l'organisation de plusieurs manifestations contre les plans de réformes et les coupures budgétaires sous le mot d'ordre de « Ça suffit ! »

Mais le DGB a depuis annoncé sa volonté de continuer le « dialogue constructif entre les partenaires sociaux ». Le contraire d'une déclaration de guerre. Il est donc peu probable que la classe ouvrière allemande puisse compter sur les puissants syndicats du pays. Mais les manifestants de juin, les dizaines de milliers de grévistes de la métallurgie, tout comme les jeunes qui ont manifesté contre la militarisation et l'extrême droite montrent qu'une réaction populaire, dans la rue et les entreprises, n'est pas seulement nécessaire mais possible !

DIMA RÜGER • 06/07/2026

Voir sur un article plus détaillé sur notre site : <http://npa-revolutionnaires.org/Allemagne-Mertz-et-patronat-sortent-artillerie-lourde> >>



# UNE FOIS DE PLUS, DES DIZAINES DE MILLIERS DE MANIFESTANTS CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Samedi 4 juillet, 50 000 manifestants ont protesté contre la tenue du congrès du parti d'extrême droite AfD à Erfurt en Thuringe - bastion de l'aile la plus radicale du parti - et tenté de le bloquer. Le congrès a pu se tenir à l'heure grâce aux interdictions de manifester et à une présence policière massive. Mais la manifestation confirme la politisation d'une fraction de la jeunesse.

L'AfD pourrait passer un nouveau cap lors des prochaines élections régionales : elle est à plus de 40 % dans les sondages en Saxe-Anhalt, et à 35 % en Mecklembourg-Vorpommern, deux États de l'est de l'Allemagne.

Il y a deux ans, des manifestations monstres, bien que très floues politiquement, avaient momentanément fait reculer l'extrême droite dans les sondages. Les manifestations de la jeunesse n'ont pas atteint cette ampleur, mais elles s'accompagnent d'assemblées générales, de montées en bus, d'ateliers politiques par des structures qui s'ancrent dans la jeunesse scolarisée. Une perspective bien plus porteuse d'espoir que la énième mouture du « barrage républicain ».

D. R.



# Cuba

# L'impérialisme américain accélère son offensive sur fond de réformes pro-patronales de Diaz-Canel

L'impérialisme américain accélère son offensive contre Cuba et tout ce qui a été mis en place pour la population depuis la révolution de 1959. Le 1<sup>er</sup> mai, Trump a lourdement aggravé les sanctions économiques et financières. Actuellement, l'île se retrouve dans son pire état depuis le début de la crise. Le blocus pétrolier, qui s'ajoute à l'embargo en vigueur depuis 1962, a mis les services publics à l'arrêt. Les pannes d'électricité s'étendent sur plusieurs jours, au point même d'impacter le fonctionnement des pompes hydrauliques, perturbant ainsi l'accès à l'eau. Les travailleurs cubains souffrent aujourd'hui de faim et de pénurie extrême.

Washington veut saigner l'île pour forcer le renversement du Parti communiste cubain (PCC) et imposer ainsi son propre personnel

politique fidèle à ses intérêts.

Il y a quelques semaines, parallèlement aux sanctions, des négociations avaient été entamées entre les dirigeants cubains et des représentants de l'administration Trump. Une situation qui n'est pas étrangère aux mesures du président cubain, Miguel Diaz-Canel, qui a annoncé un plan de 176 « réformes » qui bouleverseraient la société en faveur de ce que réclame l'impérialisme : par exemple la transformation possible de toutes les entreprises d'État en sociétés par actions, l'autorisation d'achat de terre, d'investissements dans l'immobilier ou d'implantation de banques privées. Enfin, l'État cubain s'engagerait à payer la dette extérieure.

Une série de mesures qui vont menacer les conditions de vie et de travail des ouvriers et

paysans, facilitant ainsi le retour en force du capital privé, et les profits des entreprises qui investissent.

Malgré ces gros cadeaux concédés par les dirigeants cubains, Trump n'a pas cédé d'un pouce. Constatant l'affaiblissement du gouvernement, il en profite pour tourner le couteau dans la plaie, en annonçant que ces mesures n'étaient que « des écrans de fumée ». Washington a émis un nouveau décret le 30 juin, accentuant les sanctions, ciblant particulièrement les dirigeants du PCC et annonçant des mesures pour aider au développement des forces politiques pro-impérialistes sur le sol cubain.

Avant la révolution de 1959, Cuba était dirigé par des truands qui avaient fait de l'île un immense casino pour le divertissement des

riches nord-américains. Est-ce l'avenir dont Trump et son ministre des Affaires étrangères, Marco Rubio, lui-même issu d'une famille de réfugiés cubains, rêvent pour le pays ? Derrière l'action internationale de Trump, les affaires de l'immobilier ne sont jamais bien loin.

Les travailleurs cubains ont besoin de tout notre soutien pour faire face à l'offensive menée par l'impérialisme américain. Seule la lutte des travailleurs à Cuba et dans le monde permettra de lever le blocus et de trouver une issue où les intérêts de la classe ouvrière s'imposent !

D.G.

# GUERRE D'UKRAINE : LUTTER CONTRE LA GUERRE EN BRISANT LES FRONTIÈRES



Après quatre ans et demi de guerre, en Ukraine comme en Russie, les dirigeants intensifient la répression dans leur propre camp pour trouver des soldats afin de continuer les combats.

Nous sommes évidemment solidaires de ceux qui, refusant ainsi le carnage, subissent la répression. Mais la lutte contre la guerre est un tout autre combat. Faire partir les troupes russes d'Ukraine sans renforcer l'Otan en Europe de l'Est, ne passe pas seulement par le refus des mobilisés, mais par le refus des travailleurs russes de mener la sale guerre engagée par Poutine, ainsi que par leur lutte contre son régime et le patronat des grandes entreprises qui

y cherchent à accroître leurs revenus.

Quant aux travailleurs ukrainiens, il ne s'agit pas seulement de s'opposer à Zelensky et sa surenchère guerrière – en allant bombarder quelques sites en Russie et en tablant sur l'appui des grandes puissances occidentales –, mais, au contraire, de tenter de s'adresser à ces soldats russes qu'on envoie au front, de rechercher par-delà les frontières l'alliance de tous les travailleurs de Russie contre la guerre et l'oppression.

O.B.

## SOLIDARITÉ AVEC CEUX QUI NE VEULENT PAS SERVIR DE CHAIR À CANON

Après quatre ans de guerre et des pertes considérables des deux côtés, Poutine comme Zelenski ont tenté de combler les rangs de leur armée par différents moyens : mercenaires nationaux ou internationaux, contrats proposés aux délinquants emprisonnés, primes et salaires attrayants, pressions pour pousser les étudiants à s'engager. Désormais, Zelenski demande à l'Union européenne (UE) de limiter les aides accordées aux réfugiés ukrainiens en âge d'être mobilisés, voire de les obliger à rentrer dans leur pays. La Pologne a ainsi expulsé un premier contingent d'Ukrainiens. Les sursis accordés à certains personnels des entreprises stratégiques sont revus à la baisse.

Le refus de la guerre a en effet conduit à l'exil ou à la clandestinité de nombreux hommes dans les deux pays : 1,3 million en Russie, plus de 200 000 en Ukraine. La corruption permet à toutes les étapes d'échapper à la mobilisation, ou au moins d'éviter de se retrouver sur la ligne de front, pour le plus grand profit des officiers impliqués dans ce trafic d'influence. Chaque solution a son tarif.

L'État ukrainien a donc chargé les centres territoriaux de recrutement (CTR) de traquer les hommes mobilisables dans la rue, les magasins, les cafés et les restaurants, et maintenant sur les lieux de travail en vue remplir des bus (la « bussification »). Cette mobilisation forcée prend des formes très violentes. Un homme a eu les côtes brisées par les coups reçus au CTR de Nikolayev, il y est resté enfermé 18 jours, le temps de guérir. À Dniépro, un homme est décédé suite à sa visite médicale avant l'intégration dans l'armée. Dans le régiment Skala, on a signalé des morts et des tortures d'hommes récemment mobilisés. Une militaire a déclaré à ce propos que « l'esprit d'esclavage » régnait dans l'armée ukrainienne.

L'État russe, sans décréter la mobilisation, pratique lui aussi ce genre de méthodes, comme le

montrent des événements récents dans la région de Penza. Malades mentaux, handicapés, blessés, situations sociales difficiles, tout est bon pour trouver de la chair à canon. L'État russe recrute aussi plus particulièrement parmi ses minorités nationales défavorisées, à l'aide de primes, afin de sauvegarder le plus longtemps possible la « paix sociale ».

### UNE RÉSISTANCE MULTIFORME

En Ukraine, une résistance multiforme s'est développée contre cette « bussification ». À Odessa, une jeune fille a poignardé un représentant du CTR qui voulait arrêter son petit ami. À Kharkov, un homme s'est défendu avec un couteau pour les mêmes raisons. Dans la région de Khmelnytski, deux membres du CTR ont été battus, alors qu'ils tentaient de se saisir d'un homme pour le mobiliser. Au-delà de ces réactions individuelles, les émeutes spontanées se sont multipliées pour libérer les victimes de ces rafles. Ces émeutes sont souvent filmées et leurs images circulent sur les réseaux sociaux.

En Russie, de telles formes collectives de résistance semblent plus rares pour le moment, malgré la violence des recruteurs. Néanmoins, à Bekovo, près de Penza, des ouvriers d'une sucrerie ont chassé les recruteurs qui venaient chercher un de leurs collègues sous prétexte qu'il avait un casier judiciaire, et pouvait donc être mobilisé.

Nous devons apporter notre solidarité à ceux qui refusent ainsi le carnage. La seule issue de la guerre favorable aux classes populaires serait une fraternisation des soldats et des travailleurs russes et ukrainiens contre ceux qui, des deux côtés, veulent les envoyer à la boucherie au nom d'intérêts qui ne sont pas les leurs.

PIERRE MATTEI

# Tremblement de terre au Venezuela : une catastrophe naturelle exacerbée par la crise sociale, économique et institutionnelle



Dix jours après le séisme d'une magnitude de 7,5 qui a dévasté la ville de La Guaira et une partie de la région de Caracas, le bilan est de plus de 3 500 morts. L'ONU estime aux alentours de 50 000 le nombre de disparus. Des milliers de personnes sont à la rue, et une bonne partie des infrastructures de la région ont été réduites en poussière.

Le pays est pourtant riche : il dispose des plus importantes réserves de pétrole au monde, mais il était déjà dévasté par une crise sociale, économique et institutionnelle aiguë. Tout le monde sait déjà que le bilan humain et matériel payé par le peuple vénézuélien sera considérable.

Le système de santé était à terre bien avant le tremblement de terre. Dans les hôpitaux, il manque 80 % des fournitures médicales de base et des médicaments. Les patients de l'hôpital public doivent apporter eux-mêmes le matériel et les médicaments pour se faire opérer.

Les engins de déblaiement étaient quasi inexistantes. La coordination des secours a été chaotique. Des milliers de personnes sont encore enfouies sous les décombres, alors que les chances de retrouver des victimes encore vivantes sont désormais quasi nulles.

17 000 personnes sont désormais sans logement. Des camps de fortune pour les accueillir se mettent en place jusque dans Caracas.

L'intervention militaire américaine du 3 janvier dernier, loin d'améliorer le sort de la population, n'a fait que renforcer cette situation. Imposant un régime de tutelle au gouvernement intérimaire de Delcy Rodriguez, Trump a confisqué les revenus du pétrole, n'en laissant que quelques miettes à ce pseudo-gouvernement vénézuélien gangrené par la corruption.

Sans doute que Trump perçoit ce tremblement de terre comme un petit cailou dans sa chaussure, l'obligeant à dépenser 150 millions d'euros d'aide (bien dérisoires en comparaison des 29 milliards dépensés pour la guerre en Iran) pour remettre en ordre un territoire qu'il se glorifiait de contrôler depuis « la grande victoire remportée » et l'arrestation fracassante de Maduro.

En tout état de cause, le gouvernement américain n'évoque absolument pas l'idée de mettre les recettes du pétrole vénézuélien au service de l'aide à la population et de la reconstruction.

La gestion du gouvernement de Delcy Rodriguez a aussi provoqué la colère de la population. Alors que l'urgence était à l'évidence l'acheminement de l'aide matérielle, des moyens de déblaiement, de l'aide humaine de secouristes et de l'aide alimentaire, le gouvernement semblait avant tout préoccupé par son image, cherchant à donner l'impression de contrôler la situation. Il a promulgué des décrets de restriction de l'accès des zones touchées, provoquant la colère de tout un peuple qui tentait d'apporter son aide aux sinistrés.

Dès les premières heures qui ont suivi le séisme, un élan de solidarité s'est déployé dans toute la population. Sachant le gouvernement et les institutions incapables d'affronter une telle catastrophe, elle a tenté de s'organiser elle-même pour apporter les premières aides matérielles, alimentaires et humaines pour aider à sortir les victimes des décombres. Ce sont ces initiatives spontanées de solidarité que le gouvernement de Delcy Rodriguez cherche à stopper, pour en reprendre le contrôle de manière autoritaire.

JULIETTE STEIN

Dossier

# Famille : cocon ou carcan ?

## TRAVAIL, PATRIE... FAMILLE !

L'extrême droite, en pleine ascension, rappelle sans arrêt le danger imminent de l'effondrement de la civilisation. Heureusement, elle a un remède miracle : « les valeurs de la famille » !

Les diverses chapelles de l'extrême droite rabâchent la même rengaine, relayée par les médias de milliardaires comme Bolloré et Stérin : il faut défendre la famille contre les féministes, le lobby LGBT, l'immigration, l'école « woke ». Derrière cette démagogie, il s'agit de remettre les femmes à leur place (le foyer), culpabiliser celles qui ne font pas d'enfants, stigmatiser toutes celles et ceux qui dévient du droit chemin : un papa, une maman, des enfants. L'extrême droite vilipende donc les nouvelles formes de famille qui ont pu émerger, notamment l'utilisation de la PMA et de l'adoption par les couples homosexuels. La défense de la famille traditionnelle s'accompagne d'une vision particulièrement rétrograde des rôles genrés : hors du mariage hétérosexuel, point de salut. On voit même fleurir sur les réseaux sociaux des comptes de « tradwives » (femmes traditionnelles) qui vantent les mérites de la vie au foyer.

La mise en avant des valeurs familiales s'accompagne d'un nationalisme virulent teinté de racisme. Droite et extrême droite ne cessent de parler de « parents défaillants » dans les quartiers populaires, jusqu'à vouloir suspendre les allocations familiales. Le Rassemblement national veut de surcroît les réserver aux familles françaises. Pierre-Édouard Stérin, en plus de promouvoir la « remigration », se fixe comme objectif de « faire des enfants de souche européenne baptisés ». Tout un programme !

Mais cette obsession dépasse les partis d'extrême droite. Macron, jamais avare d'une sortie réactionnaire, a repris à son compte le vocabulaire nataliste avec son « réarmement démographique ». Le gouvernement prévoit même d'écrire à toutes les femmes de 29 ans pour leur parler de leur fertilité. Comme si le corps des femmes était une ressource stratégique... Au moment même où le général Mandon appelle à se préparer à « accepter de perdre ses enfants » dans une future guerre. En 2025, pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France a compté plus de décès que de naissances. Plutôt que de comprendre toutes celles et ceux qui réfléchissent à deux fois avant d'avoir un enfant, politiciens et idéologues réactionnaires fustigent la déliquescence morale supposée de la société.

Dans cette offensive, la religion est elle aussi mobilisée. En Hongrie, Orbán multipliait les aides fiscales aux mères de plusieurs enfants au nom de la famille chrétienne. Aux États-Unis, la droite trumpiste et les chrétiens évangéliques s'en prennent à l'avortement et aux droits LGBT au nom de l'exaltation de la famille.

La famille cristallise les différents ingrédients du projet de l'extrême droite : retour à l'ordre, à la hiérarchie, à la tradition, à la nation, et renforcement des oppressions qui traversent la société capitaliste. Combattre les idées réactionnaires sur lesquelles les capitalistes s'appuient, suppose donc de questionner le rôle de la famille.

KATIA GAY

# La famille n'est pas un long fleuve tranquille...

La grande bourgeoisie, comme toutes les classes exploiteuses qui l'ont précédée, a besoin de transmettre son patrimoine. La famille est le vecteur de cette reproduction au fil des générations.

Malgré les mutations du capitalisme – notamment la multiplication des sociétés par actions qui peut faire perdre à certaines entreprises leur caractère familial –, la société actuelle reste dominée par des dynasties, les Mulliez, Peugeot ou Dassault. Les nouveaux riches, pour véritablement s'intégrer à cette classe sociale, doivent eux aussi fonder leur dynastie. En plus du patrimoine, il s'agit de transmettre un mode de vie, des valeurs, des idées. L'éducation des enfants est millimétrée pour s'assurer qu'ils perpétuent la lignée et ne dévient pas du droit chemin. Si les femmes de la bourgeoisie s'impliquent de façon croissante dans les affaires (les fameuses « girlboss » adulées par les féministes bourgeoises), les hommes monopolisent généralement le pouvoir dans les entreprises détenues par leur famille. D'une certaine façon, elles restent cantonnées aux tâches domestiques et, à défaut de s'en charger elles-mêmes, ce sont elles qui assurent la direction du personnel et l'organisation de la vie sociale de leurs enfants (via des rencontres mondaines comme les « rallyes », où des groupes stables de jeunes se retrouvent régulièrement au fil des années, sous la houlette de leurs parents afin d'y trouver époux et relations). Le mariage, institution incontournable dans ce milieu, reste souvent – comme au temps de la noblesse – un « mariage de raison », c'est-à-dire motivé par des raisons éco-

nomiques. Dans le mariage du milliardaire Xavier Niel avec Delphine Arnault, fille de la plus grande fortune de France, l'amour fou n'était probablement pas la considération déterminante.

En tant que classe dominante, la bourgeoisie impose ce modèle familial à tout le reste de la société. La famille est encore aujourd'hui la cellule de base pour la reproduction sociale, même si elle ne joue plus de rôle dans la production. Les enfants doivent leur survie à la famille et se retrouvent sous l'autorité des parents. Les femmes assument la majeure partie des tâches domestiques et de l'éducation des enfants. Et, bien que la « puissance paternelle » théorisée par Napoléon dans le Code civil ait disparu depuis du droit, cette structure familiale confère aux pères un pouvoir considérable. Les femmes, qui occupent souvent des métiers plus précaires et moins bien payés, sont de plus dépendantes économiquement de leur mari. Cela les retient de rompre ou de divorcer.

Enfin, surtout dans un contexte de délabrement des services publics et de dégradation du niveau de vie, les enfants de milieu ouvrier ne peuvent pas bénéficier du même soin que dans les familles aisées. La cellule familiale porte donc bien son nom, qu'il s'agisse de la cage dorée des femmes de la bourgeoisie ou d'un univers quasi carcéral pour les femmes du prolétariat !

ROBIN KLIMT

# La famille n'est plus et changera encore

« La famille n'a pas toujours existé, et encore moins telle nous la connaissons aujourd'hui. »

La famille n'a pas toujours existé, et encore moins telle nous la connaissons aujourd'hui. Les formes d'organisation de la parenté ont varié selon les époques et les sociétés. Quant à la famille « nucléaire » – composée d'un couple vivant seul avec ses enfants –, elle est le produit, relativement récent, du développement de la société industrielle.

L'apparition et le développement de la famille sont liés à l'apparition des sociétés de classes et de la propriété privée. Quand l'accumulation des richesses est devenue possible, la question de leur transmission s'est alors posée ! C'est la famille qui en a fourni le cadre, tant pour le patrimoine que pour le pouvoir. La volonté des hommes de s'assurer un descendant « légitime » s'est traduite par un contrôle très strict de la sexualité des femmes.

Dans les sociétés précapitalistes, la famille était au centre de l'économie, en particulier à la campagne où elle réunissait plusieurs générations sous un même toit. Les rapports familiaux étaient donc étroitement liés à l'organisation du travail.

# L'INCESTE, FACE CACHÉE DE L'INSTITUTION FAMILIALE

En France, chaque semaine, un enfant meurt sous les coups de ses parents. En ce qui concerne les violences sexuelles, les chiffres sont tout simplement hallucinants : chaque année, 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles, dont 77 % au sein de la famille. 5,4 millions des femmes et des hommes adultes en ont été victimes dans leur enfance. Les filles sont davantage touchées puisque, avant l'âge de 18 ans, 35,7 % des femmes déclarent avoir été agressées par un membre de leur famille, contre 21,6 % des hommes. L'écrasante majorité des agresseurs - 96 % ! -, sont des hommes : les pères, les grands-pères, mais aussi les oncles et les frères.

La famille, vantée dans notre société comme un refuge contre les violences extérieures, est donc bien souvent le principal terrain de celles-ci. La grande majorité des violences sexuelles a lieu dans la famille ou dans le couple. Les conséquences traumatiques sont très importantes, *a fortiori* quand l'enfant est très jeune. La dépendance, matérielle mais aussi affective, des enfants vis-à-vis de leurs parents les rend particulièrement vulnérables.

Pour soumettre la victime à son autorité, l'incesteur est souvent prêt à toutes les extrémités. Il n'hésite pas à user du lien affectif pour minimiser ses agissements et pousser sa victime au silence. L'enfant est alors réduit au statut d'objet. Dans la plupart des cas, la victime ne parle pas de ce qu'elle a subi, à cause de l'emprise que l'agresseur exerce sur elle ainsi que de sa crainte d'être rejetée par sa famille. Le climat incestuel instauré par l'agresseur

empêche la remise en question de ses actes. Le silence est roi dans les familles incestueuses, ce qui rend possible les violences futures. Il n'est d'ailleurs pas rare que ces comportements soient répétés au fil des générations.

Face à ce phénomène d'ampleur, qui constitue une des formes les plus aiguës de la violence patriarcale, les institutions étatiques se révèlent incapables de répondre aux besoins des enfants. Le #MeTooInceste en 2021 a provoqué une onde de choc. Une enquête portée par la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise) a fait un rapport alarmant. Cependant, il ne suffit pas de tirer la sonnette d'alarme : il faut des moyens pour protéger les enfants victimes et les extraire de leur famille. Des structures capables de les accueillir dans de bonnes conditions n'existent quasiment pas, à cause des restrictions budgétaires imposées par le gouvernement - dont la priorité reste toujours la défense des plus riches et jamais celles des plus vulnérables. Le système judiciaire, notamment par le biais de la prescription, laisse ces crimes quasiment impunis. La droite et l'extrême droite profitent de la situation pour réclamer la peine de mort ou la castration chimique pour les hommes violents... tout en chantant les louanges de la famille patriarcale et de ses valeurs. Cette démagogie hypocrite montre bien qu'une surenchère répressive ne suffira pas à extirper le mal à la racine, à savoir l'institution familiale et le pouvoir démesuré des hommes en son sein.

ORIANNE LITURRI

# s ce qu'elle était... e !

Mais la révolution industrielle des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles a tout bouleversé. La production s'est progressivement transférée vers les manufactures puis les usines, où les travailleurs étaient rassemblés indépendamment de leurs liens familiaux. Le travail salarié dans de grands ateliers mécanisés est devenu la forme dominante d'organisation de la production. Les femmes sont entrées en masse sur le marché du travail et n'étaient donc plus cantonnées au foyer, ce qui a fait éclater la division genrée du travail. La famille a alors cessé d'être l'unité fondamentale de la production.

Mais elle n'a pas disparu pour autant : le capitalisme a dissous la famille élargie avec plusieurs générations sous le même toit pour ne laisser subsister que la famille nucléaire. À travers l'école, le droit, la religion ou la culture, la famille bourgeoise a été présentée comme l'horizon normal de l'existence. Les grands romans du XIX<sup>e</sup> siècle plaçaient ainsi le mariage, la famille et l'héritage au cœur de la vie sociale. Et c'est encore le cas aujourd'hui dans bien des livres, films et séries !

Cadre privilégié de transmission des privilèges, des valeurs dominantes du capitalisme et des hiérarchies héritées des sociétés de classes, la famille est donc l'un des piliers de la société capitaliste.

MARTIN ERAUD

# Vers une grande famille humaine !

Dans les pays riches, l'évolution de la société entérine les limites de la famille nucléaire. Si les spécialistes de la petite enfance s'accordent sur les bienfaits de la présence continue des parents auprès du nourrisson, c'est dès l'âge de trois ans - et même deux en théorie - que l'État prend en charge une grande partie de l'éducation des enfants, via l'école. Même si la raison essentielle est de permettre aux parents de travailler, cela montre, hommage du vice à la vertu, vers où peut évoluer la société : la sociabilisation des enfants ne se fait plus dans le cadre uniquement familial, ce qui les ouvre très tôt au reste de la société.

Dans les pays pauvres, cette évolution est beaucoup moins flagrante que dans les pays riches et, même dans ces derniers, les coupes budgétaires font que ces évolutions n'apparaissent pas forcément comme un progrès : quand il faut courir pour emmener son enfant à l'école avant d'aller au travail et se précipiter le soir pour le récupérer, pas sûr que la prise en charge collective apparaisse comme un progrès ! Ce qui ouvre la voie à tous les discours sur la famille « traditionnelle », la place de la femme au foyer et autres délires réactionnaires. Mais, encore une fois, l'évolution de la société, même dans le carcan du capitalisme, permet d'entrevoir ce qui serait possible demain.

Une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression sera suffisamment riche pour commencer par dégager entièrement des adultes pour qu'ils s'occupent prioritairement des nouveau-nés - de nombreux spécialistes de la petite enfance semblent en effet insister sur leur besoin d'avoir un groupe stable, restreint et disponible pour que le jeune enfant s'épanouisse pleinement, sans qu'il s'agisse forcément du couple traditionnel cher à tous les réacs. Avant que la société prenne en charge les enfants dans un monde où tous les adultes considéreront tous les enfants comme « les leurs ». Une telle évolution sonnera le glas de la famille nucléaire par un élargissement considérable des relations sociales dès le plus jeune âge et une qualité des relations humaines qui prendra le relais des liens d'affection précieux qui peuvent exister au sein de la famille actuelle.

On peut d'ailleurs penser que cette prise en charge collective de l'éducation du jeune enfant accompagnera la disparition des frontières hermétiques entre les différents âges de la vie : une enfance confinée à l'école afin de préparer les jeunes au grand saut consistant à basculer dans la « vie active », sans espoir de retour à l'étude ou à la réalisation de projets personnels, période qui se termine par la mise à l'écart brutale des anciens ne participant plus à la vie sociale autrement que comme consommateurs. Au contraire, une éducation plus diversifiée des enfants, qui mêle études et autres activités - artistiques, manuelles, mais aussi sociales - leur permettrait de ne pas rester confinés dans un ghetto scolaire en grande partie coupé du reste de la société et de côtoyer bien plus souvent ce qui est aujourd'hui le monde des adultes, et pas seulement leurs parents.

Il n'y a pas, dans la société actuelle, tant d'exemples que cela où cette immersion se fait, mais il y en a : tous se produisent, avec les limites qu'impose la longueur du temps de travail, sur le « temps de loisir ». Mais, dans une société où « les loisirs » s'identifieront à toute l'activité sociale, les enfants pourront y prendre une bien plus grande part qu'aujourd'hui, s'enrichir et se former de façon bien plus diverse que dans la seule école. En tout cas, la famille nucléaire sera alors remplacée par quelque chose de bien plus vaste ; une famille élargie... à toute la société.

ROBIN KLIMT &  
JEAN-JACQUES FRANQUIER

# Bras de fer et lutte de classe au Samu social de Paris

Ce 23 juin, l'openspace que les écoutantes appellent « le plateau » est vide. C'est la mise à l'arrêt, pendant plus de quatre heures, du numéro 115. Le remplacement par les chefs permettra une reprise à hauteur de 10 %.

Principalement portée par des écoutantes du 115, chargées de répondre aux appels, la grève reconductible du Samu social est rejointe par des collègues d'autres services qui partagent leurs revendications : amélioration des conditions de travail quotidiennes, augmentation des salaires et refus des remises à la rue des personnes hébergées en hôtel imposées par la préfecture, décision répercutée par la direction du Samu social.

## PRÉFECTURE ET DIRECTION DU SAMU SOCIAL UNIS CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LES SANS-ABRIS

Les écoutants du 115 sont essentiellement des femmes. Ce numéro fonctionne en continu jour et nuit. Le plateau est surchauffé depuis des mois parfois à plus de 30 °C. Assises sur des chaises cassées, un casque vissé sur les oreilles huit heures par jour, elles travaillent quotidiennement à l'écoute des personnes sans-abris qui cherchent un toit, un repas, une orientation ou juste une oreille.

Alors, quand au cours du mois de juin on leur annonce que la préfecture fait un rappel à l'ordre sur les nuitées hôtelières

et qu'il va falloir revenir à l'équilibre, c'est l'étincelle qui met le feu aux poudres. Car le système de mise à l'abri est bouché. Parce que l'ensemble du tissu de solidarité s'effondre.

## S'ORGANISER ET ÉLARGIR : ARRÊTER LE TRAVAIL POUR ARRÊTER LE CARNAGE

Les salariés du groupement d'intérêt public dont les missions sont l'orientation, l'accueil et l'accompagnement des personnes sans logement, vulnérables et précaires, ont décidé d'arrêter de travailler dans des conditions impossibles depuis le 23 juin. Chaque jour, les grévistes se retrouvent en assemblée générale pour décider des suites et s'organiser. Les revendications se sont affinées, plusieurs fêtes de la grève ont été organisées afin de remplir la caisse de grève et un appel large à manifester dans l'ensemble du secteur social a été lancé.

Cette manifestation du 30 juin a été rejointe par les collègues de France Travail en grève pour les négociations annuelles obligatoires (NAO) ainsi que par celles et ceux de l'aide sociale à l'enfance (ASE) qui se battent contre une réorganisation des « informations préoccupantes ».

À ce jour, une troisième réunion de négociation est en perspective et la direction tente le pourrissement mais les agents ne cèdent pas et maintiennent la grève.

Cette expérience de grève, la plus longue de l'histoire du Samu social, permet à l'ensemble des agents de prendre confiance dans leur capacité à relever la tête, à sortir du quotidien et de voir des perspectives de victoire !

ALBA IRAULTZA • 07/07/2026

Voir l'article complet sur le site



## CENTRE HOSPITALIER DU ROUVRAY (76)

# Le désastre et le drame

Dans les services de psychiatrie, la chaleur est montée jusqu'à 36 °C et a frappé patients et soignants, touchés autant les uns que les autres par des coups de chaud provoquant des malaises. Les seuls endroits climatisés étaient les bureaux de la direction... On a eu droit à une nouvelle déco à base de couvertures de survie scotchées aux fenêtres. Résultat : la chaleur pénètre quand même et les couvertures de survie maintiennent la chaleur dans l'enceinte des unités. Pour remédier à ça, nos cadres ont eu la gentillesse de nous acheter des Mr. Freeze pour nous rafraîchir ! Déjà qu'il a fallu se battre pour que les patients aient une bouteille d'eau et un brumisateur chacun, on se passera de l'hypocrisie managériale. La pénurie de soignants est bien connue, mais celle des ventilateurs et des clim fut une découverte. Une guerre qui ne se joue pas entre les différents services de psychiatrie comme voudrait le faire croire la direction, mais bien entre eux et nous. Et ça les collègues l'ont bien compris puisque quand il n'y avait apparemment plus de ventilateurs

pour les patients, eh bien certains sont allés les chercher dans les bureaux de la direction. Une fois de plus, les travailleurs et travailleuses ont dû s'organiser eux-mêmes pour garantir la sécurité des patients. Des salons télé de 20 m² transformés en réfectoire pour 25 patients, des serviettes humides sur les plus fragiles et des draps sur les fenêtres sans volets. Malheureusement, ces moyens du moindre mal n'empêchent pas des situations qu'on aimerait éviter. Dans un service de long séjour de psychiatrie, un patient est tombé dans un coma hyperthermique et a fini en réanimation avec un pronostic vital engagé. La réponse du sous-directeur le lendemain du drame, c'est qu'il ne faisait pas si chaud dans le service en question. C'était la goutte de trop et les soignants du service n'ont pas hésité à partager la sueur de leur front en tête à tête avec lui.

CORRESPONDANTE • 07/07/2026



## L'UMD M'A TUÉ

Ce sont ces mots que Pierre a écrits avant de s'immoler par le feu le 19 juin sur le parking de son ancien service, l'Unité pour malades difficiles (UMD). Soignant et militant du collectif des Blouses noires, Pierre a été licencié par la direction du centre hospitalier du Rouvray il y a deux ans au cours d'un arrêt maladie.

Ce passage à l'acte sur site est bien révélateur des souffrances liées et causées par le travail. En 2018, les Blouses noires dénonçaient déjà des conditions déplorables d'accueil des patients et de travail des soignants en psychiatrie. En 2026, ces conditions n'ont pas changé. La durée de vie professionnelle d'une infirmière fraîchement diplômée est réduite d'un an tous les ans avant de quitter définitivement l'hôpital public, les suicides chez les internes se multiplient, les unités de soins sont délabrées, les patients sont maltraités faute de budget et de personnel suffisants.

La direction essaye d'étouffer l'affaire. Sauf que ce suicide et le scandale de la pédopsychiatrie toujours d'actualité sont difficilement oubliables pour les travailleurs et travailleuses de l'hôpital. Depuis le début d'année, plusieurs rassemblements se sont tenus, pour protester contre les conditions de la réouverture d'une nouvelle unité pour enfants. Le bâtiment jugé insalubre et les équipes en sous-effectif majorent les souffrances psychiques des enfants accueillis. Le suicide de Pierre ayant déclenché une vague d'arrêts maladie à l'UMD, la direction implore les soignants des autres services de venir sauver les meubles. Là où la santé mentale est censée être au cœur des soins, celle des soignants est bien laissée pour compte.

Même si le deuil est présent, la volonté de se battre contre ce système pourri, où les travailleurs payent l'exploitation au prix de leur vie, doit trouver les moyens de s'exprimer largement.

# Exclue du syndicat pour avoir défendu une collègue révoquée pour « port de calot »

Il y a quelques mois, l'histoire de Majdouline B., infirmière à la Pitié-Salpêtrière et adhérente de SUD, révoquée pour « port de calot », avait suscité un important élan de solidarité dans les services comme sur les réseaux sociaux. Sa situation faisait manifestement écho aux nombreuses vexations et discriminations subies à l'hôpital, et au-delà, dans de nombreuses entreprises. À ses côtés, Blandine Chauvel, co-secrétaire de la section syndicale SUD de la Pitié-Salpêtrière, mène depuis des mois la lutte contre ces procédures arbitraires, discriminatoires et racistes. Après plusieurs rassemblements et une victoire en référé, la révocation de Majdouline a été annulée. Mais l'AP-HP s'est acharnée et l'a suspendue huit mois. Le procès continue, l'affaire sera jugée au fond dans quelques mois.

Mais ce combat n'a pas plu à la direction de SUD AP-HP. Cherchant sans doute à se débarrasser des sections opposées à sa politique de « dialogue social » - au point qu'une ancienne secrétaire générale du syndicat a rejoint la direction de l'AP-HP... tout en restant sur les boucles internes du syndicat -, elle a saisi l'occasion pour exclure Blandine au motif d'avoir soutenu les collègues sanctionnées pour leur calot.

Prenant conscience que sa position est difficilement défendable au sein de Solidaires, la direction affirme désormais que l'exclusion serait motivée par les activités politiques de Blandine, candidate du NPA-R à la Mairie de Paris en 2026. Une grossière tentative de diversion. D'abord parce qu'elle est loin d'être la seule, au syndicat, à faire de la politique - comme des millions de travailleurs, et tant mieux. Ensuite parce que les faits sont têtus : la véritable raison de son exclusion est son engagement aux côtés des collègues sanctionnées pour leur calot.



La direction de SUD AP-HP a tout fait pour freiner cette mobilisation. En témoignent ses communiqués, où elle réaffirme son « attachement à la République et au principe de laïcité » et souligne ne pas valider « l'entorse aux règles de la fonction publique » (lesquelles ? le calot, obligatoire dans de nombreux services, n'est en rien un signe religieux). Elle est même allée jusqu'à geler les comptes des sections ayant financé les honoraires d'avocat et à exiger que les militants les remboursent sur leurs deniers personnels.

En réalité, la direction du syndicat a choisi de valider l'instrumentalisation de la laïcité qui sert aujourd'hui de masque aux campagnes racistes de l'extrême droite, ainsi que d'arme au patronat pour humilier, diviser et affaiblir les travailleurs. À l'inverse, le « Cahier revendicatif » national de Solidaires dénonce « le dévoiement de la laïcité au service de mesures sexistes, racistes, et plus spécifiquement islamophobes ». Une position partagée par de nombreux syndicats et fédérations de Solidaires, qui ont apporté leur soutien à Blandine. Reste à savoir qui, des uns ou des autres, a sa place au syndicat.

## COUP DE COLÈRE AUX CHARIOTS REPAS DE LA PITIÉ-SALPÊTRIÈRE

Du 2 au 3 juillet, 42 salariés sur 44 d'Elior Restauration travaillant sur l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris ont décidé ensemble de faire grève, accompagnés de la CGT. Ils gèrent la distribution des chariots repas dans tout l'hôpital, la logistique et la vaisselle. Depuis plusieurs mois, un constat : des différences de traitement entre les agents, organisées par la direction, sans parler des salaires au Smic qui permettent tout juste de survivre. Alors mercredi soir dernier, au pied levé, ils ont débarrayé. Leurs revendications : majoration à 100 % des dimanches et jours fériés, 13<sup>e</sup> mois, prime de vacances, augmentation de la prime de panier pour tous, une prime de 50 euros pour l'entretien des tenues qui sont déchirées de partout, et une participation aux bénéfices, puisqu'Elior, leader de la restauration, affiche 21 millions de bénéfices au premier semestre !

Pendant deux jours, ils ont tenu tête à leur direction et à celle de la Pitié-Salpêtrière, plutôt inquiète. Rassemblés devant les urgences ils ont montré leur colère et leur détermination. Ils ont manifesté dans tout l'hôpital avec slogans et musique, suscitant beaucoup de soutien du personnel et des patients, conscients de l'importance de leur travail au sein de l'hôpital. Et ça a payé, Elior a cédé et s'est engagé sur une partie des revendications (égalité de traitement, 13<sup>e</sup> mois, réassort des tenues, majoration du dimanche à 100 %, prime de panier pour tous). Les grévistes ont donc levé la grève, mais, fiers de leur mobilisation et de s'être faits respecter, ils restent déterminés... notamment pour les salaires !

## LICENCIEMENTS À ROQUETTE (PAS-DE-CALAIS) : « L'été risque d'être long et chaud »



Mercredi 1<sup>er</sup> juillet, environ 500 personnes étaient rassemblées devant le siège de l'entreprise Roquette à La Madeleine, près de Lille, pour dénoncer les 310 licenciements prévus par le groupe. L'entreprise prétend avoir perdu en compétitivité avec la fermeture du marché américain et l'arrivée de produits chinois en Europe. Roquette, groupe international, a pourtant réalisé 590 millions de dollars de bénéfices en 2025. Un chiffre en augmentation par rapport à l'année précédente. Thierry Fournier, directeur général du groupe et artisan du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), cherche avant tout à faire grossir le profit des actionnaires en faisant payer les salariés. Les grévistes ont raison de scander : « C'est Four-

nier qu'il faut licencier ! »

Ce rassemblement fait suite à une première grève accompagnée d'une assemblée générale le 23 juin qui avait rassemblé plus de 1 000 ouvriers sur les 2 700 que compte l'usine de Lestrem (Pas-de-Calais). La combativité ne faiblit pas puisque le 1<sup>er</sup> juillet l'usine est de nouveau à l'arrêt. Devant le siège, les grévistes de Lestrem ont été rejoints par ceux des sites de Vic-sur-Aisne (Aisne) et de Vecquemont (Somme), eux aussi menacés par les licenciements. Pour beaucoup, cette mobilisation n'en est qu'à son début. Comme l'ont résumé certains syndicalistes : « L'été risque d'être chaud et long. »

Les travailleurs de Roquette ne sont pas les seuls à voir leur emploi menacé dans la région. Que ce soit dans le commerce (Furet du Nord, Okaidi, etc.) ou dans l'industrie (Arc international, ArcelorMittal, RHI Magnesita, etc.), les attaques se multiplient. Suppressions de postes, départs anticipés ou licenciements secs : une même offensive générale du patronat. Si la mobilisation à Roquette montre la voie à suivre, les travailleurs menacés gagneraient à se coordonner pour rendre les coups.

CORRESPONDANTS • 07/07/2026

## Canicule à la RATP, que les patrons prennent chaud !

Dans cette multinationale riche à milliards qu'est la RATP, 40 % des bus parisiens ne sont pas climatisés. Et ceux qui le sont et qui fonctionnent ne permettent pas de diminuer la température de plus de 5 °C. Avec plus de 40 °C mesurés dans les bus, on a retrouvé des collègues au sol, certains ont fait des malaises y compris au volant. Dans les ateliers de maintenance aussi on vit sous serre ! Et quand des collègues se sont mis en droit de retrait, la direction

les a poussés à déclarer un « malaise » et à rentrer chez eux. Pas de vagues ! Les collègues n'ont pas tous accepté ce « deal » qui aurait permis à la direction de masquer sa responsabilité. La colère monte, il reste à l'organiser collectivement.

Neige, intempéries ou canicule, quand les conditions de travail mettent en danger les salariés comme les usagers : on ne roule pas ! C'est la voie qu'ont empruntée la semaine dernière les collègues conducteurs de bus à Londres en débrayant collectivement pour obtenir la clim. Nos luttes sont incontournables pour obtenir des véhicules et des locaux adaptés (dont la climatisation), mais aussi une baisse du temps de travail et de la charge de travail sans perte de salaire ni de prime.

CORRESPONDANTS • 07/07/2026

En vidéo : Selma Labib adresse sa solidarité à ses collègues londoniens en grève :



## STELLANTIS MULHOUSE

## Mort d'un chauffeur pendant la canicule

Lundi 29 juin, la direction de Stellantis Mulhouse a annoncé la mort d'un chauffeur espagnol d'un sous-traitant. Jeudi 25, à 11 h 30, en pleine chaleur sur le site de Mulhouse, dans un parking dédié, alors qu'il arrimait une voiture sur la plate-forme de son camion, il a perdu l'équilibre et fait une chute de quatre mètres. Victime d'un traumatisme crânien, il est mort deux jours plus tard.

Comme ce sous-traitant de Garcimar Transportes, les chauffeurs de Stellantis (Drive 4 You) travaillent eux aussi dans des conditions déplorables : pressions pour livrer à temps en concession, toute la semaine sur

les routes (samedi compris), nuits dans leurs cabines sur les aires d'autoroute, horaires à rallonge, climatisation défectueuse sur plusieurs dizaines de camions de Mulhouse la semaine dernière en pleine canicule. Les chauffeurs chargent sur leurs camions des voitures restées en plein soleil où il fait plus de 50 °C. Même sur le site, les conditions sont lamentables : accès difficile aux WC et aux salles climatisées, pas de douche... Déjà, il y a un an, un chauffeur sous-traitant était mort d'une crise cardiaque dans sa cabine devant le quai de déchargement logistique.

Alors que la CGT Stellantis Mulhouse avait

demandé à ne pas faire travailler en pleine canicule, la direction de Stellantis a refusé et a voulu maintenir l'activité de tout le site à tout prix, jouant avec la santé et maintenant avec la vie de tous. Toutes les circonstances du décès de notre collègue accusent Stellantis. Pour que les salariés se protègent eux-mêmes, la CGT a appelé à la grève pendant la canicule, suivie par des dizaines de travailleurs. Seule une mobilisation des salariés pourra mettre fin aux comportements irresponsables de la direction.

CORRESPONDANT • 07/07/2026



## STELLANTIS POISSY

## 300 emplois supprimés dès la rentrée, un pas supplémentaire vers la fermeture



La direction a annoncé pour début novembre le passage de deux équipes de 30 véhicules par heure à une seule équipe à 38 véhicules par heure. La production passera donc de 420 voitures par jour à 266 (-37 %). Elle parle de 300 salariés en trop sur les 2 000 du site.

La production de véhicules doit s'arrêter officiellement en 2028. La direction promet de nouvelles activités industrielles, mais en réalité rien de concret ni durable (peut-être un maintien de 200 emplois ? quelques années ? et encore...).

Pour l'instant, avec le passage à une équipe, elle ne propose pour cet automne que dix nouveaux postes pour une casse automobile interne et 80 pour une ligne d'assemblage moteurs, des déplacements vers d'autres sites, mais il faudra bien revenir un jour et tout cela n'éponge pas son sureffectif de 300 salariés. Elle espère des départs volontaires, accélère les licenciements arbitraires des handicapés qu'elle prétend inemployables (trois salariés virés en un mois), et veut se débarrasser des sous-traitants internes.

Dans l'immédiat, la direction fait exprès de ne donner quasiment aucun détail pour éviter la contestation, elle attend les derniers jours de juillet, avant les vacances.

Les salariés, qui travaillent depuis des décennies en horaires alternés par semaine, se demandent quels seront les horaires du matin permanent pour pouvoir organiser leur vie de famille. Faudra-t-il se lever à 2 h 30, 3 heures ou 4 heures du matin pour embaucher à 5 h 15 ? Ne travailler que le matin épuise vite, surtout quand on a plus d'une heure de trajet.

La direction refuse de dire si les salariés vont perdre des dizaines d'euros par mois avec ce changement d'horaire et la perte d'une prime de doublage. Peu de salariés savent s'ils vont conserver ou non leur poste, comment sera-t-il transformé avec la hausse de cadence ?

Ce passage en une équipe cache une étape décisive vers la fermeture : les travailleurs doivent absolument se battre pour défendre leur salaire et leurs conditions de travail dans les semaines à venir. Mais il est surtout urgent d'imposer au patron des garanties, et ils seront plus forts à lutter ensemble avec les salariés de sous-traitants et, au-delà, des autres boîtes menacées.

CORRESPONDANT • 07/07/2026

## STELLANTIS CAEN

## Une ambiance « d'enfer »



Lundi 22 juin, alors que la canicule ne faisait que commencer, la température dépassait déjà 40 °C dans plusieurs points de l'usine. Si dans certains secteurs on peut travailler en t-shirt, au ferrage, les bleus à manches longues et le pantalon sont de rigueur. Il faut même parfois porter des manchons ignifugés pour se protéger de la chaleur des pièces et des machines...

Dans l'enfer qu'est devenue l'usine, le diable ne se cache plus dans les détails. La production doit sortir, un point c'est tout. Sauf quand les machines tombent en panne, comme les Felss du secteur des arbres, dont le liquide de refroidissement ne redescendait plus assez en température.

La direction a déclaré open bar sur la Cristalline 50 cl, achetée des ventilos - pour mieux brasser l'air chaud ? Elle a aussi concédé des pauses fraîcheur, mais pas au rythme de celles de la Coupe du monde. Trois arrêts de dix minutes en huit heures d'équipe, c'est à peine de quoi aller prendre l'air dehors la nuit. Quant à la journée... Le médecin de l'usine préconise sans rire de retourner aux vestiaires prendre une douche. Mais dix minutes, ça ne laisse que le temps de faire le trajet... et se prendre un mur de chaleur : les verrières situées au-dessus des vestiaires en font un des points les plus chauds du site !

Après avoir déposé un danger grave et imminent (DGI), la section CGT de l'usine a lancé un appel à la grève pour regrouper tous ceux qui refuseraient de prendre des risques pour leur santé. Au final, il y a certes eu peu de grévistes. Mais ces collègues indiquent la voie à suivre. Une première canicule avait rendu l'usine invivable fin mai. D'autres suivront, nous le savons tous. Voilà pourquoi il était fondamental de réagir.

CORRESPONDANT • 07/07/2026

# RÉINTÉGRATION DE DEUX MILITANTS DE SUD-COLLECTIVITÉS TERRITORIALES À HÉNIN-BEAUMONT

## Une claque bien méritée pour l'extrême droite

Le maire RN d'Hénin-Beaumont, Steeve Briois, a engagé une procédure disciplinaire contre deux militants de SUD-CT, Djelloul Kheris, animateur auprès des enfants, et Fabienne Payen, employée à l'état civil. Cette procédure à rebondissements a fini par aboutir en mai dernier à respectivement deux et un an d'exclusion de la fonction publique pour Djelloul et Fabienne.

Le maire-patron d'extrême droite se croit tout permis : il était allé jusqu'à traiter sur les réseaux sociaux Djelloul Kheris de SUD-CT et d'autres militants de « cloportes » à l'occasion d'une manifestation contre le génocide à Gaza à Arras. Il reproche tout simplement aux camarades leur militantisme syndical et dans le cas de Djelloul son engagement associatif : un des prétextes de la mise à pied de deux ans est l'apparition de Djelloul dans la vidéo de présentation d'un documentaire sur

la lutte de l'association culturelle l'Escapade que Briois a expulsée de son lieu d'hébergement il y a un peu plus d'un an. Écraser toute voix dissonante et s'acharner tout particulièrement sur les militants ouvriers : l'extrême droite applique avec entrain cette politique patronale en vogue à l'heure actuelle. Le 3 juillet, le tribunal administratif a rendu en urgence un jugement dévastateur pour le maire : il établit l'absence de faute et l'existence d'une discrimination syndicale et ordonne la réintégration de Djelloul et Fabienne, sous peine de paiement d'une astreinte.

CORRESPONDANT • 07/07/2026

# Saint-Étienne-du-Rouvray (76)

## APRÈS SEPT ANS D'ATTENTE, UNE FAMILLE ENFIN RELOGÉE DIGNEMENT !

Victoire de la mobilisation pour la famille Benkardagh, sous la menace d'une expulsion locative (voir *Révolutionnaires* n° 60) après sept années passées dans l'attente d'un logement digne. Ce qui n'était pas possible il y a encore un mois, l'est devenu en quelques jours : la famille va enfin pouvoir accéder à un appartement pérenne via les services départementaux de l'hébergement d'urgence. La réactivité du comité de soutien, la pétition lancée, l'article dans la presse locale, ont brisé le mur du refus. Désormais à l'abri, la famille va pouvoir se concentrer sur l'autre volet de l'injustice qu'elle subit depuis presque dix ans cette fois : l'obtention d'un titre de séjour.

Des papiers, un toit, ce qui devrait être une évidence, il faut pourtant se battre sans répit pour les arracher dans cette société capitaliste !

CORRESPONDANTS • 07/07/2026

# Dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris :

## une lutte contre les sales plans de La Poste

La réorganisation prévue à la distribution du courrier dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris est passée, jeudi 25 juin, au CSE, l'instance dans laquelle les syndicats siègent avec la direction. La Poste réorganise régulièrement les centres de tri et les tournées de courrier. Une fois tous les deux ans ou même d'une année sur l'autre, les postiers subissent des dégradations de leurs conditions de travail. De plus en plus de rues pour un seul postier, des changements de tournée d'un jour sur l'autre, la perte de plusieurs tournées réalisées depuis des années... Autant de changements qui permettent à La Poste de diminuer petit à petit les effectifs. Sur le piquet de grève, à sept heures, les grévistes (une trentaine) scandaient : « La réorg, c'est dégueulasse. » Rien de plus vrai ! La réorganisation prévue à Paris 15 supprimerait environ 40 tournées et, de ce fait, 50 emplois. C'est une attaque brutale de la direction contre ce centre de tri qui a repoussé, depuis douze

ans, plusieurs projets de réorganisation avec l'arme de la grève. À Paris 15, tous soudés contre la direction La majorité des postières et postiers du 15<sup>e</sup> était en grève le 25 juin. Elles et ils se sont rendus devant le siège de La Poste où se tenait le CSE. Ce fut une nouvelle victoire. La joie régnait devant le siège de La Poste après le vote d'une expertise au CSE. Ce vote avait été demandé par les grévistes à travers une pétition largement signée. Cette expertise consiste à faire évaluer la charge de travail supplémentaire que provoquerait la réorganisation. Étant donné que La Poste ne quantifie pas la charge de travail, une mise en demeure devant un tribunal permettrait de faire annuler la réorganisation en justice. La grève majoritaire a mis une pression suffisante pour que trois syndicats (CGT, SUD et FO) votent ensemble l'expertise. Cette première victoire pour les postiers du 15<sup>e</sup> n'est probablement

pas la dernière. La direction de La Poste ne compte pas s'arrêter là. Elle trouvera en face d'elle des travailleurs soudés dans la lutte et prêts à user de l'arme la plus efficace contre les patrons : la grève.

CORRESPONDANT



# Dans l'Éducation nationale aussi :

## non aux licenciements !

Quand, dans le récit mythologique d'Homère l'*Odyssée*, Pénélope défait la nuit la toile qu'elle tisse le jour, c'est pour éviter que, son œuvre achevée, un prétendant dont elle ne veut pas la force à se marier.

À l'inverse, on ne voit pas bien ce que l'académie de Versailles gagne à licencier en cette fin d'année scolaire 167 profs contractuels qui feront cruellement défaut en septembre ! Économiser leurs salaires de juillet et août ? Dégouter les derniers diplômés de mathématiques - avec l'histoire-géographie, ils fournissent deux tiers des profs licenciés... - qui se tournent vers l'enseignement, et définitivement tarir le recrutement ? Empêcher les plus expérimentés - cinq ans d'ancienneté - de signer le CDI qu'on ne pouvait plus leur refuser ? Ranimer les braises couvant sous la cendre de la colère, tant des salariés que des parents usagers ?

Quoi qu'il en soit, il faut être le recteur Champion pour s'imaginer que la rentrée se passera mieux sans nos 167 collègues plutôt qu'avec ! Rappelons qu'en septembre dernier, des centaines de postes n'étaient pas pourvus en école, collèges et lycées dans l'académie. Des collègues qui, tout comme les autres contractuels de l'Éducation nationale, AED (surveillants), AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap), agents administratifs ou d'entretien, doivent trouver tout le soutien des titulaires : à l'Éducation nationale comme ailleurs, la force des salariés, c'est leur union dans la lutte !

CORRESPONDANT • 07/07/2026

# LA POSTE

## Une direction prête à tout pour licencier des syndicalistes combatifs

Mardi 30 juin, la direction de La Poste n'a pas choisi au hasard de s'attaquer au secrétaire général de la FATP CGT 66. Elle tape fort en demandant la révocation d'Alexandre Pignon, en outre secrétaire du CSE d'Occitanie. Un syndicaliste CGT combatif, non sectaire et très connu dans les bureaux de poste.

La Poste ne tolère que les syndicats qui accompagnent ses projets nocifs pour les postiers et pour la population. Un syndicalisme qui s'adapte à la direction, qui parle à la place des collègues... sans jamais tracer la moindre perspective pour gagner.

C'est l'exact opposé de ce que font les camarades dans le 66. Lors du mouvement des retraites en 2023, elles et ils avaient mené une grève dans le cadre d'assemblées générales, en occupant un site de tri pendant plusieurs semaines : la « barricada » est alors devenue un carrefour pour les luttes dans la région.

C'est ce que leur reproche La Poste. Elle monte de toutes pièces des dossiers pour harcèlement de patron. À force de procédures disciplinaires, elle a fini par obtenir le licenciement de Sam Toutain, secrétaire de SUD PTT 66, après plusieurs refus de l'inspection du travail. Le ministre du Travail est venu à la rescousse. Un recours

a été introduit au tribunal pour annuler ce licenciement en service commandé.

Le 30 juin, Alexandre passait une nouvelle fois en commission disciplinaire en vue d'une révocation de la fonction publique. La direction lui avait tendu un piège, ainsi qu'à cinq autres camarades CGT et SUD. Alors qu'ils voulaient exprimer leur rejet du licenciement de Sam, plusieurs militants ont organisé un « jubilé » sur le parking du bureau où travaillait Sam... en pensant être entre eux. Un huissier était tapi dans l'ombre pour noter tous les propos, faits et gestes des syndicalistes... pendant plus de six heures. C'est sur la base de ce constat établi sans information préalable que La Poste veut révoquer Alexandre.

Christophe Musslé, de la CGT FATP Calvados, vient d'obtenir sa réintégration plus de quatre ans après sa révocation. Empêcher de nouveaux licenciements implique de donner des suites à la manifestation du 20 juin dernier à Paris : « Contre toutes les répressions, ils ne nous empêcheront pas de lutter ! »

PEDRO CINÉ • 07/07/2026

# UNE JOURNÉE FESTIVE ET MILITANTE AU MANS !

**L**e NPA-Révolutionnaires Le Mans a tenu sa première fête samedi 27 juin. Au programme : topo et discussion sur les origines de la guerre et comment en terminer avec les guerres impérialistes, puis table ronde sur la BD *Hazara Blues* en présence de son auteur, Reza Sahibdad, suivie de dedicaces.

Ensuite le meeting-débat avec Selma Labib et Gaël Quirante a été l'occasion de mettre en avant les luttes en cours, contre les licenciements ou pour les conditions de travail en pé-

riode de canicule, et de la façon de les incarner à travers notre campagne présidentielle !

Les échanges ont pu se poursuivre dans une ambiance conviviale autour d'un « tasty Trotsky » et de jeux, notamment un « chamboul'toute la société » pour dégommer les patrons et les politiciens à leur service !

Une journée pour donner envie de s'organiser, pour passer, à nos côtés, de la révolte à la révolution !



## → Extraits de l'intervention de Gaël Quirante à la fête du NPA-R du Mans



**D'**abord, bravo aux camarades du NPA - Révolutionnaires du Mans pour cette fête. La semaine dernière, vous étiez à Paris pour défendre notre droit à nous révolter, à lutter contre toutes les répressions et aujourd'hui vous travaillez à regrouper des jeunes, des travailleurs, des travailleuses autour de la perspective de la révolution, du communisme. Tenir ces deux bouts, c'est exigeant, mais c'est surtout indispensable. Parce qu'il n'y a pas d'issue émancipatrice pour la planète et l'humanité dans le cadre du capitalisme, en d'autres termes, il n'y a pas de capitalisme à visage humain. Et nous voulons effectivement défendre cette perspective révolutionnaire, communiste aux présidentielles.

Mener cette bataille contre le capitalisme et son hégémonie. C'est vrai qu'en fait, on poursuit un but qui est directement lié à tout ce qu'on fait au quotidien, au jour le jour, dans nos entreprises, dans les lieux d'études et dans les quartiers. En finir avec le capitalisme, l'exploitation et toutes les oppressions, construire une société communiste, ce n'est pas possible sans une révolution. Pour le pouvoir des travailleurs, des travailleuses, pour qu'enfin ceux et celles qui font tout tourner décident de tout, il faut reprendre le pouvoir politique, le pouvoir économique qui est accaparé par une petite minorité de parasites, qui est accaparé par la bourgeoisie. Reprendre le pouvoir, ce n'est pas possible sans la construction d'une organisation révolutionnaire qui s'en fixe l'objectif et s'en donne les moyens. Ce n'est pas possible sans des militants et des militantes qui sont faits de chair et d'os, qui dédient leur énergie et leur temps pour atteindre ce but. Et c'est parce qu'on veut en finir avec cette société de classe qui est inégalitaire, patriarcale, raciste, colonialiste, guerrière, cette société qui est pourrissante, c'est ce combat révolutionnaire qui fait de nous des militants qui, au quotidien : eh bien, on pousse au bout, au maximum, toutes ces luttes quotidiennes.

Alors, on nous dira : pourquoi nous présenter aux présidentielles si c'est dans la rue que ça se gagne ? Parce qu'en fait, on veut regrouper tous ceux et toutes celles qui veulent mener ce combat révolutionnaire pour le communisme, renforcer le camp des révolutionnaires et regrouper toutes celles et tous ceux qui sont convaincus que, face à la domination capitaliste pour leurs profits, face à leurs guerres, leurs frontières et nos morts, il faudra leur faire face. Il faudra faire bloc et s'organiser.

L'ennemi principal est dans notre propre pays. Il s'appelle Bernard Arnault, la famille Mulliez, Total, Bolloré, PSA ou Dassault. Ça veut dire quoi que l'ennemi principal est dans notre propre pays ? Ça veut dire qu'on combat le nationalisme. S'aligner derrière notre propre bourgeoisie, s'aligner derrière l'État capitaliste, c'est en fait s'aligner derrière des exploiters et des impérialistes. Un État qui a du sang sur les mains. [...] Pour les communistes internationalistes que nous sommes, c'est une priorité d'organiser l'affrontement contre notre propre bourgeoisie.

Pour voir la vidéo de l'intervention complète ↓



## → Extraits de l'intervention de Selma Labib à la fête du NPA-R du Mans



**C**ette société capitaliste va de crise en crise. Crise économique, pandémies - et on a les yeux sur la République démocratique du Congo, où Ebola fait rage dans l'indifférence générale - guerres impérialistes. Et, bien sûr, la canicule, dernier épisode de la crise climatique. Toutes ces crises sont la conséquence d'une société dirigée par les exploiters.

Cette bourgeoisie, dont, en, premier lieu le patronat français bien de chez nous. Les Bolloré, Stérin, Arnaut, Mulliez, Niel, Peugeot et Pigasse, de droite comme de gauche, sont totalement irresponsables - et, pourtant, ils dirigent la société. On vit sous la dictature du capital qui n'a qu'un seul objectif : nous exploiter. Pour tout le reste, leur message c'est : « Démerdez-vous ! »

Nous qui produisons tout, nous sommes libres... de nous démerder avec les moyens du bord. Et cette canicule l'a à nouveau démontré, quelques années à peine après le Covid. À nouveau on a vu le fossé qui sépare les classes sociales, n'en déplaise à ce petit bourgeois de Yann Barthès qui prétend que Bernard Arnault a aussi chaud qu'un facteur dans sa voiture jaune sans la clim. On veut remettre les pendules à l'heure en faisant rentrer des travailleurs et travailleuses de première ligne dans cette campagne présidentielle dominée par des Bardella, Attal ou Retailleau qui n'ont jamais travaillé mais prétendent nous diriger. La classe ouvrière, c'est plus de la moitié de la population mais c'est zéro ouvrier à l'Assemblée.

La classe ouvrière, d'ailleurs, elle n'est pas nouvelle, elle a toujours été mélangée, internationale, féminisée, plus ou moins précarisée. Mais jamais au pouvoir. Eh bien, c'est ça notre programme : les travailleurs et les travailleuses au pouvoir. Oui, avec Gaël, postier en lutte pour sa réintégration depuis dix ans, on va incarner un duo de travailleurs essentiels pour donner un aperçu de la force collective de notre classe qui produit tout et qui doit décider de tout.

Face à la dictature du capital, ceux qui croient qu'on va obtenir quoi que ce soit dans l'isolement se trompent. Nous n'obtiendrons rien par le vote. Suite à l'interdiction de la Pride à Paris par la préfecture de police hier [26 juin 2026], Mélenchon a tweeté : « Voilà où mènent la casse méthodique de nos services publics et l'impréparation permanente de ce gouvernement. En accord avec le collectif, la marche est reportée : cette décision est aujourd'hui la seule responsable. En 2027, nous pourrions tout changer. »

Mélenchon ne dénonce même pas le fait que les manifestations et les fêtes populaires sont reportées, alors que la production continue. Il ne dénonce pas que les travailleurs et ceux qui se battent sont assignés à résidence dans leur passoire thermique, sauf pour aller se faire exploiter. Et il prétend sans rire que son élection réglerait le problème climatique et de l'adaptation ? À quel moment dans l'histoire les patrons ont plié face à un vote ? Pas en 1981 avec Mitterrand, pas en 1997 avec Jospin et pas en 2012 avec Hollande... Comme disait l'autre : « La folie, c'est de toujours faire la même chose et de s'attendre à un résultat différent. »

Pour voir la vidéo de l'intervention complète ↓



4<sup>e</sup>

RENCONTRES D'ÉTÉ

RÉVOLUTIONNAIRES

22 - 26 AOÛT 2026

DANS LE VAUCLUSE

Découvrez

Le PROGRAMME

Pour s'inscrire :



## Samedi 22 (le soir)

21 heures – 22 heures

### Plénière d'accueil

- Projection du documentaire *Norita* de Jayson McNamara et Andrea Carbonatto Tortonese (2024), sur la lutte des « Mères de la place de Mai » contre la dictature de Jorge Videla en Argentine

## Dimanche 23

Exploitation, racisme, sexisme... : une société à comprendre... pour mieux la renverser !

10 heures – 11 h 45

- Formation** Les années 30 – Comment combattre le fascisme ?
- Contre le « chacun chez soi » et les fausses solutions (projets industriels, « maintien de l'emploi », nationalisations, « protectionnisme solidaire », ou Scop...), quelle politique des révolutionnaires face aux licenciements ?
- Entretien-débat autour du livre *Le spectre du colonialisme* de Nedjib Sidi Moussa (2026, L'Échappée). *En présence de l'auteur*
- Amérique latine : histoire du trotskisme
- Affaire Epstein : la violence de genre comme système... mais lequel ?
- IA – Face au Taylorisme 4.0 et à la déshumanisation des services publics... pour-quoi et comment résister à l'utilisation de l'IA contre les chômeurs ? *En présence de Sandrine Larizza (conseillère Pôle emploi et déléguée CGT de France Travail)*
- Culture** Bo Widerberg, cinéaste suédois, social et engagé

14 heures – 15 h 45

- Figure révolutionnaire** Flora Tristan (1803-1844) au cœur des débuts du mouvement socialiste et ouvrier
- Atelier « jeunes embauchés » : les premiers pas dans le monde du travail
- Au delà de l'identité : une approche marxiste de la question trans
- Comment lutter contre l'extrême droite et les groupuscules fascistes aujourd'hui ?
- La « transition énergétique » est elle possible sous le capitalisme... et si oui, à quoi ressemblera-t-elle ?
- IA – Les capitalistes survivront-ils à l'intelligence artificielle ?
- Science** Les évolutions des conceptions de l'atome : une histoire qui ne tourne pas rond !

15 h 45 – 17 heures, ateliers « off »

- Atelier** chorale
- Atelier** sérigraphie

17 heures – 18 h 45

- Lutter contre l'extrême droite sur les lieux de travail : expérience militantes dans différents secteurs
- De Femmes, race et classe* d'Angela Davis à Bell Hooks : quelle analyse marxiste révolutionnaire du « féminisme noir » ?
- ICE, autoritarisme, politiques pro-patronales... et résistances : où vont les États-Unis de Trump ? *Animé par des militants de Speak Out now*
- La politique criminelle de l'État français contre les migrants
- Contre la répression : passer de la fragmentation des réponses militantes à une politique de regroupement et de contre-offensive
- Quand des personnels, parents et élèves entrent en résistance face au pillage de l'école et à la propagande patriotique : retour sur la mobilisation de Marseille du printemps 2026
- Culture** Le voyage de Magellan (1519-1522) : du premier tour du monde à la naissance épicée du capitalisme !
- Atelier** théâtre
- Atelier pratique** : comment affûter sa plume révolutionnaire ?

21 heures – 22 heures

Meeting avec nos porte-paroles

Selma Labib et Gaël Quirante

## Lundi 24

Comment changer le monde : une stratégie révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme

10 heures – 11 h 45

- Formation** Les années 30 - En France, le Front populaire contre la révolution
- Le NPA-Révolutionnaires dans la campagne présidentielle : une candidature ouvrière et révolutionnaire !
- États-Unis 1776 : les révolutionnaires américains bâtissent un nouveau monde
- La politique du « défaitisme révolutionnaire » pendant la Première Guerre mondiale
- IA – Quels effets de l'IA et de l'informatique dans l'organisation du travail ?
- 20 ans du CPE : comment la rue a défait ce que le 49-3 avait fait ?
- Culture** Débat autour du livre *Littérature et révolution* de Léon Trotski (1924)

14 heures – 15 h 45

- Figure révolutionnaire** Léon Trotski (1879-1940) : une vie de combats
- Barta (1914 -1976), aux origines du courant « Lutte ouvrière »
- 1936 : la révolution espagnole. *Animé par des militants d'Izar*
- Il y a dix ans : loi Travail, dégage ! Retour sur une mobilisation d'ampleur et la question du pôle ouvrier
- Quelle politique défendre en direction des paysans en colère ?
- La restructuration de l'industrie automobile européenne en prise aux fermetures et licenciements en cascade. Quelle part de mythe et de réalité sur la concurrence chinoise ?
- Culture** Naissance et développement du cinéma : une histoire politique, économique et artistique

15 h 45 – 17 heures, ateliers « off »

- Atelier** chorale
- Présentation du livre *La question ukrainienne et Christian Rakovski* de Pierre Mattei (2026, Les nuits rouges). *En présence de l'auteur*
- Présentation du livre *Une préhistoire des femmes* d'Anne Augereau (2026, La Découverte). *En présence de l'autrice*

17 h heures – 18 h 45

### Débat avec Lutte ouvrière

- Atelier** théâtre

21 heures – 22 heures

- Ciné-débat : *Un caillou dans la chaussure* de Mehdi Lallaoui, sur les luttes de 2024 en Kanaky et la répression politique de l'État français. *En présence du réalisateur*
- AG du NPA Jeunes Révolutionnaires

## Mardi 25

Notre internationalisme face à un monde en guerres

10 heures – 11 h 45

- Formation** Les années 30 – La grande révolte en Palestine
- Militarisation, « troisième guerre mondiale » : comment comprendre et arrêter la marche à la guerre ?
- États-Unis : comment l'impérialisme états-uniens est-il devenu un impérialisme majeur au tournant du vingtième siècle ?
- La relance du nucléaire en France : un secteur au cœur de l'impérialisme en pleine explosion
- Amérique latine : retour sur l'explosion sociale en Bolivie de mai-juin 2026
- Présentation du livre *Allemagne 1918-1923 : leçons d'une révolution fusillée* d'Anne Deffarges (Atlande, 2026). *En présence de l'autrice*
- Culture** Autour du roman graphique *Hazara Blues : Téhéran, Kaboul, Paris* de Reza Sahibdad (2025, Sarbacane). *En présence de l'auteur*

14 heures – 15 h 45

- Figure révolutionnaire** James Cannon (1890-1974) et l'émergence du trotskisme aux États-Unis
- Quelle crise du capitalisme aujourd'hui ?
- Dans l'industrie de l'armement : le piège de la souveraineté et la réalité des attaques patronales
- Iran 1979 : de la révolution à la contre-révolution
- Argentine : face à l'extrême droite pro-patronale de Milei, la possible percée de l'extrême gauche ?
- Liban : de la colonisation française à la guerre civile (1975-1990)
- Sport** La Coupe du monde, symbole de l'universalisme du football... et de ses dérivés

15 h 45 – 17 heures, ateliers « off »

- Atelier** chorale
- Atelier** sérigraphie

17 heures – 18 h 45

- Liban : la guerre barbare d'Israël contre le peuple libanais
- Orpaillage en Guyane française : quand l'impérialisme français saccage humains et nature
- Existe-t-il un impérialisme européen ?
- Débat avec Lotta comunista
- La classe ouvrière en Chine et ses luttes
- La jeunesse contre la militarisation. *Avec le NPA Jeunes Révolutionnaires et le RSO (Allemagne)*
- Lutter contre la guerre, le militarisme, les profiteurs de guerre dans les entreprises et les syndicats
- La figure de guignol : de la naissance du mouvement ouvrier à aujourd'hui
- Atelier** théâtre
- Atelier pratique** : apprendre à monter des vidéos de manière efficace !

21 heures – 22 heures

### Soirée concert

## Mercredi 26

10 heures – 11 h 45

- Il y a cent ans en Angleterre : la grève générale de 1926
- La situation sociale et politique à la veille de la rentrée
- États-Unis : l'histoire du mouvement ouvrier américain à partir de l'exemple de Minneapolis
- La situation politique en Algérie. *En présence d'un militant révolutionnaire algérien*
- Au Soudan : la guerre contre le peuple
- Hongrie 1956 : la révolution des conseils ouvriers
- Progrès et hypocrisie des lois « fin de vie »

# Conférence du NPA Jeunes Révolutionnaires : un mois d'échanges internes pour se préparer à affronter la situation



Notre septième conférence nationale Jeunes (CNJ) s'est tenue les 13 et 14 juin, réunissant une centaine de délégués et de membres de la direction sortante. Les assemblées locales ont été riches en retours d'expériences militantes et en discussions sur la situation et notre orientation. Elles ont permis un point d'étape : présence dans davantage de villes, développement de groupes et premiers relais dans les lycées.

Face à la montée des rivalités inter-impérialistes, il y a urgence à porter des perspectives internationalistes et révolutionnaires pour renverser le capitalisme. Les guerres contre les peuples et menaces de guerre généralisée vont de pair avec une guerre sociale déjà menée contre les jeunes et les travailleurs, pour les profits du patronat. La montée du nationalisme, portée par la droite comme par la gauche, montre le vrai visage des politiciens de tous bords qui s'alignent pour défendre les intérêts des capitalistes. Mais des révoltes ont explosé récemment dans de nombreux pays (Iran, Bolivie, Maroc, Albanie, Madagascar...) et la colère est grandissante dans une partie de la jeunesse ici en France.

Face aux coupes budgétaires, à l'augmentation des frais d'inscription et à l'aggravation de la sélectivité, à la montée de l'extrême droite, au génocide en Palestine ou à la militarisation et à la guerre, des jeunes se tournent vers les luttes et cherchent leurs armes. Nous devons construire une organisation intervenant dans la jeunesse, qui cherche non seulement à prendre des initiatives et à mener les luttes le plus loin possible, mais aussi

à gagner une génération aux idées révolutionnaires. En ce sens, nous nous donnerons les moyens d'appeler aux mobilisations dès la rentrée contre l'augmentation des frais d'inscription dans les facs. Pour en finir avec le pouvoir du patronat, il n'y aura pas d'autres moyens que de construire une organisation communiste, révolutionnaire qui se tourne vers la classe ouvrière et ses intérêts !

La CNJ a aussi été l'occasion de préparer la construction de notre candidature ouvrière et révolutionnaire à la présidentielle, notamment sur nos lieux d'études et de travail dans les prochains mois, pour faire entendre les intérêts indépendants des travailleurs et des travailleuses.

Venez porter ces perspectives avec nous !

UMA DAUNAI ET ALMA CINODORRO • 07/07/2026

Retrouvez la déclaration de fin de CNJ



## Suppression des APL pour les étudiants étrangers : diviser pour mieux régner !

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, la loi qui supprime les APL aux étudiants étrangers hors UE non boursiers et non salariés est entrée en application. Une énième mesure xénophobe qui s'ajoute aux dizaines de lois contre les étrangers.

Les frais d'inscription à l'université augmentent par ailleurs pour ces mêmes étudiants à la rentrée 2026. Une mesure aux couleurs de la « préférence nationale », qui prépare sa généralisation plus tard !

Le gouvernement parle déjà d'une hausse des frais d'inscription pour tous les étudiants, et entend la mettre en débat

pendant la présidentielle. Il a déjà évoqué la suppression des APL pour tous les étudiants non boursiers.

Les capitalistes, eux, font toujours des profits faramineux, 96 milliards en 2025, accompagnés de 211 milliards d'euros d'aides publiques annuelles, alors que le budget de l'armée et de la guerre explose. La rentrée doit être sous le signe des mobilisations et des grèves !

ALMA CINODORRO • 07/07/2026

## L'ÉTÉ 2026 : DES VACANCES QUI NE S'ANNONCENT PAS « DE TOUT REPOS »

Les deux à trois mois de vacances pour les jeunes scolarisés ont de quoi faire rêver... quand on en a les moyens ! Mais face à l'augmentation du coût de la vie, particulièrement du carburant, partir devient un luxe. 38 % des 15-25 ans ne partiront pas cet été (60 % de ceux qui gagnent moins de 1200 euros par mois) et pour une durée moyenne de huit jours (contre treize il y a vingt ans). Pour les enfants et les jeunes des quartiers populaires, le nombre de départs en colonies de vacances municipales est presque tombé de moitié en dix ans, faute de financements suffisants.

Si certains doivent rester chez eux et voudraient malgré tout profiter du temps pour passer des moments entre amis, l'État a tout prévu... pour qu'on ne s'amuse pas trop. Pour ceux qui ont les moyens d'avoir une piscine dans leur jardin : tranquille ! Pour ceux qui auraient le malheur d'habiter un quartier populaire et de vouloir installer une piscine gonflable : ce sera des interventions musclées de la police.

### JOBS D'ÉTÉ OU DÉCOUVERTE DE L'EXPLOITATION

« Vacances » ne rime pas avec « repos » pour 70 % des étudiants qui doivent prendre un job d'été. Les jeunes occupent 40 % des emplois saisonniers, qui se partagent principalement entre restauration, vente et loisirs. Tous des secteurs aux horaires particulièrement ingrats, dont les conventions de branche permettent de ne pas payer de supplément pour le travail de nuit ou le dimanche. Sans compter les abus commis par des patrons, profitant de jeunes qui méconnaissent leurs droits et sont contraints d'accepter n'importe quoi.

### L'ÉTÉ LE PLUS FRAIS DU RESTE DE NOTRE VIE

Une fois sorti du travail, quand le mercure se rapproche des 40 °C, c'est le dilemme entre sortir cuire au soleil, ou fondre dans l'obscurité de son logement « bouilloire thermique ». À moins de passer son été dans les centres commerciaux : les seuls endroits frais grâce à la climatisation... Des vacances de rêves pour les capitalistes ! Si on les laisse détruire la planète, à ce rythme il est plus que probable que cet été caniculaire soit le plus frais du reste de notre vie.

### TU STRESSES DE LA RENTRÉE ? ARRÊTE !

Échapper à la canicule ou trouver un travail ne seront pas les seules sources de stress de cet été. Pour les centaines de milliers de jeunes rejetés de Parcoursup ou MonMaster, commence une course contre la montre pour trouver « quelque chose » pour la rentrée. Pour ceux qui ont été acceptés, c'est une autre course, celle pour trouver un logement dans la ville d'études, souvent éloignée de la ville d'origine. Les marchands de sommeil sont aux abois. Les loyers des logements à destination des étudiants mis à la location en août et septembre sont en moyenne 4 % supérieurs au reste de l'année, profitant de l'urgence des familles.

### GARDER L'ESPRIT FRAIS POUR PRÉPARER LE RETOUR DE LA CHALEUR DES LUTTES

Pour ceux à qui l'été laisse quelques jours de vacances, du 22 au 26 août se tiendront les quatrièmes Rencontres d'été révolutionnaires. Ce sera l'occasion de discuter autour de débats sur l'histoire du mouvement ouvrier, de sujets d'actualité ou d'animations culturelles, mais aussi de profiter de la piscine et du bar avec des jeunes et des moins jeunes révoltés contre cette société... et de préparer la rentrée pour qu'elle soit la plus brûlante de la vie des patrons !

ANDRÉA CLAU • 07/07/2026

**SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !**

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @NPAJEUNES\_REVO

**NPA  
JEUNES**  
RÉVOLUTIONNAIRES